



Nuages à Moscou

APRÈS Edouard Chavard-nadze, Alexandre Iakovlev. Tout comme l'ancien ministre des affaires étrangères avait quitté ses fonctions en décembre dernier en dénonçant « la dictature qui s'approche », l'homme que l'on a surnommé le « père de la glasnost », le principal idéologue de la réforme et de la « nouvelle pensée » vient de démissionner du Parti communiste, devant une procédure d'exclusion qui venait d'être déclenchée contre lui. Lui aussi met en garde contre des tentatives de « coup d'Etat » et de « revanche sociale ». Et M. Gorbatchev, qui voit partir en huit mois ses deux principaux alliés de l'ancien bureau politique (M. Iakovlev avait abandonné à la fin juillet son poste de conseiller présidentiel), se trouve à nouveau bien isolé.

La rassemblée pour tant s'arrête là. En décembre dernier, M. Chevardnadze entendait protester contre un surcroît conservateur que la fusillade de Vilnius, quelques jours plus tard, devait illustrer de manière dramatique. Aujourd'hui, au contraire, M. Gorbatchev semble bien ancré dans son nouveau virage « libéral », marqué par son alliance avec Boris Eltsine, ses concessions aux Républiques et ses promesses du sommet de Londres. Malgré toutes ses ambiguïtés, la signature du traité d'union, mardi prochain, doit être une étape en ce sens. De même, la constitution prochaine du Parti des réformes démocratiques - créé à l'initiative de MM. Chevardnadze et Iakovlev précédemment - est apparue de nature à conforter le président soviétique plutôt qu'à lui nuire.

POURQUOI donc M. Iakovlev eût-il choisi ce moment pour quitter la navire ? Sans doute y a-t-il été poussé par les « durs » d'un parti dont il reconnaît - et c'est là sa différence avec celui qui en reste le secrétaire général - qu'il n'est pas réformable. Mais l'ancien conseiller présidentiel doit avoir d'autres bonnes raisons, notamment de solides informations sur la « groupuscule stalinien influent » dont il dénonce la constitution au sein même de la direction du PC. Dans un récent entretien à la presse, il voyait le danger moins dans un putsch militaire que dans une sorte de coup d'Etat légal, qui changerait la direction à la fois du PC et de l'Etat, avec l'appui des forces armées.

De fait, le camp conservateur semble vouloir sortir de la tradition de soumission qui lui avait fait avaler des poisons de plus en plus amers : toutes ces dernières années, n'annonçant à dire à lui M. Gorbatchev, il la dénonce de plus en plus ouvertement comme un « traître » et prépare dans cet esprit le prochain congrès du PC. Les communistes de l'armée, qui composent en principe 90 % du corps des officiers, viennent de lancer un appel au ton catastrophique, sur le thème de « la patrie en danger ».

EN Russie, écrit récemment un de ces « super-patriotes » dans la presse de Moscou, « les événements qui font l'histoire ont lieu à l'autisme. L'automne 1991 ne fera pas exception. » Sans préjuger des combats politiques à venir, c'est un fait que le climat s'épaissit à nouveau au sommet de ce qui reste d'Union soviétique.

Lire nos informations page 14

M0146 - 0819 0 - 6,00 F

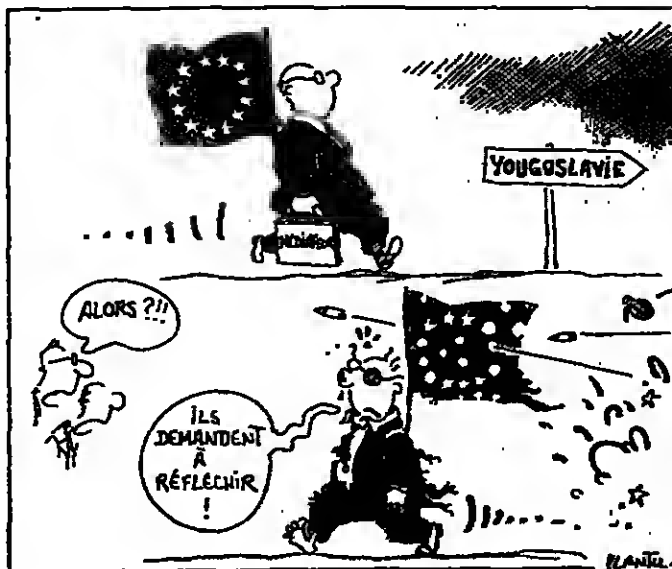


Le cessez-le-feu en Yougoslavie à nouveau rompu

Violents affrontements en Slavonie entre Serbes et Croates

Le cessez-le-feu, entré en vigueur le 7 août dernier en Yougoslavie, a été de nouveau rompu. En Slavonie occidentale, de violents affrontements entre Serbes et Croates ont fait, le 16 août, au moins deux morts et une dizaine de blessés.

C'est à Okucani, village de Croatie, que des combats ont opposé la police et la garde nationale croates à des groupes d'autonomistes serbes. Deux gardes nationaux auraient trouvé la mort dans ces accrochages qui se poursuivaient, sporadiquement, samedi matin. La minorité serbe de Slavonie occidentale a proclamé, le 16 août, son « autonomie ». Le même jour, un hélicoptère transportant des observateurs européens a été touché, au-dessus de la Croatie, par des tirs d'origine indéterminée.



Lire page 3 les articles de CHRISTIAN CHARTIER et de MARIE-PIERRE SUBTIL

Les dirigeants de Salomon Brothers démissionnent

Les dirigeants de l'une des principales banques d'investissement américaines, Salomon Brothers, MM. John Gutfreund (PDG) et Thomas Streuss (directeur général), ont annoncé leur intention de démissionner, dimanche 18 août à la suite d'irrégularités commises par leur banque sur le marché des fonds d'Etat. L'un des principaux actionnaires individuels de Salomon, M. Warren Buffett, devrait en prendre provisionnellement la présidence. Ces démissions interviennent deux jours après celles des dirigeants de la First American Bankshares.

Lire page 11 le billet d'ERIK IZRAELWICZ et l'article de HENRI PIERRE

Les Albanais en France : la fin du rêve

Les réfugiés arrivés dans l'Hexagone il y a treize mois sont surpris par les conditions de vie à l'Ouest

par Anne Chemin

Assises sur des chaises d'écoliers, les familles albanaises contemplent en silence la table blanche dressée au milieu de la salle. De petits verres à pied ont été rangés en coiffade, les assiettes de boudoir sont pleines, le kir est en préparation : pour ce premier rendez-vous avec les réfugiés albanais depuis la fin du dispositif national d'accueil (1), la mairie de Sainte-Menehould (Marne) a bien fait les choses. « Les mesures prises par le gouvernement lors de votre arrivée sont maintenant terminées, explique le maire socialiste de Sainte-Menehould, M. Robert Gautier. Vous ne bénéficiez plus de

mesures spéciales, comme avant. Vous êtes comme tous les Français. Ce sera un peu plus dur, un peu plus compliqué, mais aujourd'hui, vous connaissez mieux la France ».

Contacté par la préfecture de la Marne, le maire de Sainte-Menehould avait accepté au mois d'août d'accueillir trente-huit Albanais hébergés au camp militaire de Mourmelon (Marne). La commune s'y prêtait : elle disposait de quatre-vingts logements sociaux vides, dont certains étaient en cours de rénovation.

Muebles à la hâte grâce aux associations caritatives de la région, les appartements avaient été répartis entre les familles albanaises avec un seul souci : ne pas regrouper les nouveaux arri-

vants dans les mêmes cages d'escalier. Le maire a ensuite déployé ses efforts en direction de la formation et de l'apprentissage du français. Les dix enfants de moins de seize ans ont, eux, bénéficié de l'aide d'une institutrice de Châlons-sur-Marne détachée dans le cadre des « classes d'initiation au français langue étrangère » (CLINE).

Lire la suite page 7

(1) Le dispositif national d'accueil mis en place par les autorités françaises après l'arrivée des Albanais à Marseille, le 15 juillet 1990, comportait notamment des mesures concernant l'hébergement, l'apprentissage du français, la formation professionnelle et la scolarisation des enfants. Il a pris fin le 28 février 1991.

Surabondance d'indices et malades policières

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar piétine

Dix jours après la découverte du corps de l'ancien premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar, ses assassins présumés, Ali Rad Vakili, Mohammad Azadi, qui étaient arrivés de Téhéran, et Farquodm Boyer Ahmadi, qui résidait en France, ont laissé aux enquêteurs de nombreuses traces dans la région Rhône-Alpes et en Suisse. Toutefois les services de police n'étaient pas encore parvenus à les localiser avec précision, en dépit des appels à témoignage et du renforcement des contrôles aux frontières.

par Erich Inciyan

De malades policières et incroyables bêtises des fuyards, la traque des trois meurtriers présumés de Chapour Bakhtiar s'est toujours rée donnée, dix jours après l'assassinat de l'ancien premier ministre du chah. Pour la première fois, Farquodm Boyer Ahmadi, le proche de la famille Bakhtiar qui avait permis aux deux iraniens venus de Téhéran de s'introduire dans la villa de Surannes, a toutefois donné signe de vie. Dans la nuit de mercredi

à jeudi, M. Boyer Ahmadi a téléphoné à une jeune femme demeurant dans un foyer de jeunes travailleurs à Paris. La police a été prévenue de cet appel par la famille de Farquodm Boyer Ahmadi. Dans la voiture de celui-ci, abandonnée dans une rue de Paris, les policiers avaient trouvé des traces de sang, ce qui avait pu donner à penser que cet iranien résidant en France depuis 1983 avait été assassiné (l'expertise du sang n'est pas encore terminée).

Lire la suite page 4

La normalisation en Afrique du Sud

Prétorie et le Haut Commissariat aux réfugiés ont paraphé l'accord sur le retour des exilés

page 5

La conférence sur le sida n'aura pas lieu aux Etats-Unis

Ses organisateurs entendent protester contre les restrictions américaines à l'entrée des seropositifs

page 7

CHEZ LES PEINTRES

François Rouan dans le labyrinthe

Après Bathus et Gérard Garouste, François Rouan nous rapporte dans son atelier, près de Chantilly, il raconte sa rencontre avec Bathus qui lui a appris, dit-il, que « celui qui entre dans l'expérience du tableau s'aventure dans une expérience labyrinthique ». Attaché à son indépendance, il dénonce les institutions culturelles françaises qui, selon lui, aliennent les artistes « morts » ou « en culottes courtes ».

Lire page 9 l'article de PHILIPPE DAGEN

Voyage avec Colomb

18. - Un drapeau de trop
Etat associé aux Etats-Unis ou cinquante et unième Etat ? A Porto-Rico, les annexionnistes progressent. Les partisans du statu quo font face en s'appuyant sur Colomb et l'Espagne.

Lire page 2 le dix-huitième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

La semaine de cours en page 14

LE MONDE diplomatique

Août 1991

- **ÉLECTRONIQUE** : Les enjeux de la télévision de haute définition, par Henry Bakis.
- **TERRITOIRES OCCUPÉS** : Israël en pays conquis, par Micheline Paumet.
- **ALLEMAGNE** : Les sinistres de l'unification, par Margaret Manale. - Berlin et la « querelle de la capitale », par André Gisselbrecht.
- **MAROC** : Qui possède le pays ? par ****
- **UNION SOVIÉTIQUE** : Quand les Allemands retournent à Königsberg, par Erlend Calabrig.
- **CUBA** : La grogne des artistes dans l'« Ile des merveilles », par Francis Pizani. - Une économie en état comateux, par Christophe Gubelguet.
- **JAPON** : Que pensent les intellectuels ? par Alain Jouffroy. - La mémoire retrouvée des crimes de Nankin, par Antoine Halff.
- **PORTUGAL** : L'adieu aux larmes, par Vincent Jacq.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

La Nouvelle-Calédonie inédite

Trois ans après les accords de Matignon les Canaques s'installent au centre de la scène

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Cette rubrique-là est un véritable film, source inépuisable de titres, clichés et de légendes. Deux fois par semaine, l'unique quotidien du territoire, *les Nouvelles calédonniennes*, propriété de M. Robert Hénant, consacre une pleine page aux « arrivées et départs » de l'aéroport international de la Tontouta.

On y voit se croiser des haut fonctionnaires en mission, des stagiaires en formation, des élus en quête de subventions... C'est la Nouvelle-Calédonie éternelle : celle du cordon ombilical avec Paris, capitale toujours brocardée mais objet de toutes les attentions. C'est l'attentisme, ici, est une seconde nature.

L'œil rivé aux prochaines échéances - 1992, 1995, 1998... On n'en finit pas d'attendre. Quoi ? On ne le sait trop. On

est définitivement installé dans le provisoire. Il y a bel et bien une Nouvelle-Calédonie éternelle. Elle affleure, ici et là, dans ces lénifiantes impressions de déjà-vu qui replongeraient le visiteur, de retour après une longue absence, dans une familiarité intacte.

Cette « Calédonia » de tous les jours, c'est l'opinion calédoise qui se remet à « bouillonner », selon la formule d'un vieux routier de la politique locale, ce voyant affiner une nouvelle vague de métropolitains drainés par les grands chantiers des accords de Matignon, comme au bon vieux temps du boom du nickel des années 1968-1972.

Parmi eux s'est glissée l'inévitable poignée d'escrocs dûment condamnés dans l'Hexagone et pressés de se refaire une virginité sous le soleil du Pacifique.

FREDERIC BOBIN

Lire la suite page 6

Voyage avec Colomb

SAN-JUAN. — « Ils ont créé Frankenstein, et maintenant la créature leur échappe. » En échangeant d'île, le voyage s'offre un détour en science-fiction. Après Cuba, Haïti, Saint-Domingue, après la pénurie et la misère, cette petite dominicaine à Porto Rico brouille les pistes. Où sommes-nous ? Dans le même monde, la Caraïbe ? Ou dans un autre univers, diablement semblable au nôtre ? A l'arrivée, la veille, on s'était heurté aux contrôles d'immigration, copie conforme de ceux des aéroports new-yorkais, plus tatillons même puisqu'un peu beaucoup de peine à faire admettre à une femme officier plutôt revêche l'absence d'un mystérieux « visa de journaliste ». Le soir, déambulant sous les néons d'un quartier touristique, on avait choisi un casino parmi d'autres qui, tout comme ses concurrents, ne désemplissent pas dans l'excitation d'une liberté opulente. Et ce matin, visitant San-Juan, la capitale, puis filant vers Ponce, au sud, on passe de l'autre côté du miroir, brusquement plongé dans une société sans pauvreté apparente, aux supermarchés remplis, aux services publics en état de marche, aux routes lisses et entretenues, aux voitures rutilantes, entraînées dans d'ordinaires migrations de week-end.

« Frankenstein », pour Victor Garcia, — qui confond dans un même nom le créateur et sa créature, — c'est cet ailleurs apprivoisé au regard occidental, son pays. Dans le jeu de l'île du voyageur pressé, le dimanche est la mauvaise case, jour de repos des interlocuteurs, moment des rendez-vous impossibles. Par chance, Garcia était libre, proposant de s'improviser guide obligent et amical. Comme si un matin hasard voulait nous obliger au parti pris. Car ce juriste est un spécimen non représentatif, un indépendantiste, l'un de ceux qui ne veulent plus du « Commonwealth », ce pacte qui, depuis 1952, fait de Porto Rico un Etat associé aux Etats-Unis, cette Constitution intervenue après un demi-siècle de colonisation directe. En 1898, le traité de Paris mit fin à la guerre hispano-américaine où l'Espagne perdit ses dernières colonies dont Cuba, les Philippines et Porto Rico. Cette dernière fut tout simplement achetée par Washington, qui, après avoir imposé une classique administration coloniale, s'orienta vers un statut d'autonomie.

Dès 1917, les Portoricains obtenaient la citoyenneté américaine, ce qui pour 200 000 d'entre eux signifiait d'abord le droit d'être soldats. Pour autant, ils n'avaient pas leur mot à dire sur le choix de leurs dirigeants. Au lendemain de la seconde guerre mondiale survint une décolonisation partielle. Depuis, Porto Rico a à sa tête un gouverneur élu au suffrage universel, le pouvoir législatif est aux mains d'un Parlement composé d'un Sénat et d'une Chambre des représentants, mais les Portoricains n'élisent aucun député au Congrès de Washington et ne prennent pas part aux élections américaines, sauf s'ils résident dans un des cinquante Etats de la banquette étoilée. En somme, ils sont Américains sans l'être tout à fait, intégrés et tendus en lisière, partagés entre une nationalité impériale et une citoyenneté particulière, déchirés entre deux drapeaux.

A première vue, ils s'en accommodent, sans cesse plus nombreux sur le continent. Les 3,5 millions d'habitants de l'île sont taillés par les près de 2,5 millions de Portoricains émigrés, résidant pour la plupart dans les grandes villes de la côte est. Les assauts réitérés de Cuba, pour qui Porto Rico symbolise ce qu'elle aurait pu ou ce qu'elle pourrait devenir, n'ont pas réussi à ébranler le comité de décolonisation de l'ONU. La position des Etats-Unis n'est guère menacée, au point que Jane Kirkpatrick, représentant l'administration Reagan aux Nations unies, put la résumer avec son habituelle franchise : « Porto Rico est un bastion géopolitique, stratégique et militaire non négociable ». Poète au milieu de l'arc caraïbe, entre grandes et petites Antilles, à la même longitude que Caracas, la capitale du Venezuela, cette île en forme de rectangle vaut tous les porte-avions de la Navy.

Rien d'étonnant dès lors à ce que les Portoricains de l'espèce de Victor Garcia, quoique nombreux parmi les intellectuels, soient en diminution constante. Loin de le nier, il le reconnaît volontiers, retournant ce déclin en argument favorable : « Ils nous ont réduits en cendres. En 1952, le Parti indépendantiste, mon parti, obtenait 25 % aux élections. Aujourd'hui, c'est tout juste si nous sommes à 6 %. Etre



« Nous avons été envahis par les Américains, nous avons été brutalement colonisés, nous avons ensuite été américanisés... » (Porto-Rico, 1991.)

18. Un drapeau de trop

par Edwy Plenel

indépendantiste, à Porto Rico, c'est presque grotesque. Mais le paradoxe, c'est que cette évolution nous donne raison. Nous avons été envahis par les Américains, nous avons été brutalement colonisés, nous avons ensuite été américanisés. Le résultat, c'est que la majorité des Portoricains veulent maintenant être totalement Américains. Pas à moitié, pas au quart ! Ils veulent devenir le cinquante et unième Etat. Et les Etats-Unis s'y refusent. C'est l'impasse. Cinquante ans de statu quo ont produit de plus en plus d'annexionnistes. Un drame, une tragédie. C'est ça, Frankenstein : une colonie qui en redemande. Voilà pourquoi je suis devenu indépendantiste, parce qu'un ne s'en sortira pas autrement.

Victor est en effet un rare parmi les rares : « l'avant-garde de l'arrière-garde », dit-il en riant. Il y a quinze ans, il était un virulent « state ruler », un partisan de l'annexion. Aussi place-t-il son évolution sous le signe du réalisme. Conseiller des dirigeants du PIP, le parti indépendantiste affilié à l'Internationale socialiste, il a participé ces dernières années aux discussions sur le statut de l'île à Washington. Républicains et démocrates sont divisés, mais il en a retiré la conviction qu'en majorité ils sont contre l'annexion, pour des raisons économiques et électorales. « Ce pays ne doit pas être dans le mur. S'il y a un référendum, le cinquante et unième Etat l'emportera. Parce que les gens ont beau ne pas parler l'anglais, ne pas savoir comment ils feraient leur vie aux Etats-Unis, se douter qu'ils y seront discriminés, ils s'imaginent Américains. Notre économie est artificiellement maintenue par les transferts de fonds fédéraux, nous ne produisons pas ce que nous consommons, nous ne consommons pas ce que nous produisons. Et notre société s'est américanisée pour le pire, la criminalité, le chômage, la drogue, etc. »

A la sortie du vieux San-Juan, le quartier général de la police présente une façade aux fenêtres condamnées, recouvertes de plaques de fonte percées de minuscules meurtrières. « A cause des fusillades avec les gangs », commente Victor. Avant de traverser les quartiers modernes, cousins caraïbes de Miami, nous avons visité la vieille ville, petite fille d'Espagne, fortifiée et tranquille, rues en damier, teintes pastel. Entre la cathédrale, rare exemple d'architecture gothique du Nouveau Monde, et la Casa Blanca, construite

par Ponce de Leon, qui explora l'île en 1508 après que Colomb l'eût juste effleurée en 1493 à l'aller de son deuxième voyage, nous sommes tombés sur l'Amiral, toujours prêt à jouer des coudes pour rester au centre de l'Histoire universelle. A l'instar de Santa-Domingo, San-Juan est en effet une ville en chantier, en rénovation et en travaux, sous le label du cinquième centenaire. Evidemment touristique — le port rivalise avec Hongkong comme escale de croisières, — l'explication est aussi, sinon d'abord, politique.

Afin de contrer la montée des annexionnistes, l'héritage hispanique est l'argument des partisans du statu quo, revenus au pouvoir en 1984 en la personne de l'actuel gouverneur, homonyme de l'Amiral, Rafael Hernandez Colon. Il y a quelques mois, l'espagnol a été symboliquement proclamé langue officielle. L'hispanité est tel l'étendard d'une idéologie, la revendication d'une différence face aux Etats-Unis, le plaidoyer d'un statut à mi-chemin de l'intégration et de la sécession. Colomb est au cœur de la mêlée : les prochaines élections générales auront lieu le 6 novembre 1992, un mois après le début des festivités commémorant la découverte de l'Amérique. « Si nous étions indépendants, nous regarderions de façon plus critique la colonisation espagnole », explique Garcia. Mais l'Espagne permet aujourd'hui de compléter le jeu, avec sa volonté d'étendre sa sphère d'influence. En 1992 sera l'heure de vérité.

Arrivant enfin à Ponce, après avoir traversé un paysage montagneux mais assagi, de tropiques en deuil d'exubérance, le pessimisme de notre compagnon se fait plus discret. Presque méditerranéenne, garnie de lampadaires bisontins, parsemée de maisons basses, la seconde ville de l'île invite aux flâneries alanguies de fin d'après-midi. Mais Victor s'enfuit, montrant l'endroit du « massacre de 1937 » dont fut témoin son père et où vingt nationalistes trouvèrent la mort, nous emmenant au Musée d'art, fondé par un milliardaire partisan de l'annexion, où l'on découvre une collection de tableaux rien moins qu'exotique, un rêve conformiste qui s'honore d'un Poussin et d'un Rubens. « Un rêve d'Américain », précise notre indépendantiste, qui cependant cotise à l'association du musée.

Pourtant, à suivre la polémique suscitée aux Etats-Unis par le cinquième centenaire, les rêves américains ne semblent guère uniformes. Reléguée au second plan par une commémoration tendanciellement hispanique et latine, l'Amérique anglophone s'acharne sur l'Amiral, dans l'une de ces disputes entières et tranchées qu'elle affectionne. Kirkpatrick Sale est le premier à avoir déclenché les hostilités, en 1990, en publiant un gros livre intitulé *La Conquête du Paradis*. Colomb y est accusé d'avoir entraîné la déstabilisation d'un monde équilibré, vivant en harmonie avec la nature, en transmettant les maux d'une Europe « malsaine » et « dévorée », déforestation et érosion, pollution et extermination. Estimant que ce fut le plus profond bouleversement « depuis l'ère paléolithique il y a deux cents millions d'années », Sale dénonce chez Colomb l'homme sans attaches, solitaire, errant, « agité et déraciné », inapte au home, sweet home, sans cesse en mouvement, dont les

seules valeurs se résument à la trinité « Dieu, Or, Gloire ». Assumant sans complexe le péché d'anachronisme — « après cinq siècles, nous sommes dans une position unique pour juger des conséquences de la découverte », — ce réquisitoire écologiste révèle une nostalgie du chaos chez soi et une réticence à l'égard des mélanges et des brassages.

L'Amérique du Nord se sent coupable envers ses Indiens, auxquels elle ne sut offrir l'espace de survie culturelle du métissage. « Il y a une seule façon de vivre en Amérique », écrit Sale en conclusion, « c'est de vivre en Américains, comme les Américains originaux, parce que c'est ce que réclame la terre d'Amérique. Nous avons essayé pendant cinq siècles de résister à cette vérité élémentaire. Résister davantage, c'est mettre en péril la terre — pire, prendre le risque de sa destruction. » Ces jours-ci, tandis qu'à Tripoli une délégation d'Indiens des Etats-Unis reçoit le prix Kaddafi des droits de l'homme — 250 000 dollars — à New-York l'inauguration de la statue restaurée de l'Amiral sur le *Colombus Circle* est troublée par une manifestation d'ouvriers licenciés par la municipalité. A une vente aux enchères de Sotheby's, une riche héritière vient d'acheter pour 39 050 dollars trois masques indiens afin de les rendre à leurs « propriétaires légitimes, les nations Hopi et Navajo ». Pour le Conseil national des Eglises, la découverte est « une invasion et une colonisation qui a légalisé l'occupation, le génocide, l'exploitation économique, le racisme institutionnalisé et la décadence morale ».

Le mot « révisionniste » est un faux ami qui, là bas, ne désigne pas les négateurs des ombres à gaz mais caractérise ceux qui révaluent d'un œil critique la colonisation. « Colomb représente le pire de son époque », résume un porte-parole de cette école, le professeur Jack Weatherford, du Macalester College. Russell Means, responsable du mouvement Native American, donne l'assaut final : « Comparé à Colomb, Hitler ressemble à un délinquant juvénile ». En face, la contre-attaque n'est guère plus nuancée. Le Tout-Washington s'est lancé dans une vive polémique à propos d'une exposition du Musée national d'art américain sur la vision angélique de la conquête de l'Ouest dans la peinture du XIX^e. Des sénateurs républicains ont accusé la prestigieuse Smithsonian Institution de s'être livrée à une action politique, « historiquement incorrecte, perverse et destructrice ». Dans la foulée, ils se sont scandalisés que la Smithsonian participe au financement d'un documentaire pour le cinquième centenaire conçu par l'écrivain mexicain Carlos Fuentes, « un étranger et un marxiste ». S'ils avaient lu le roman fleuve que vient de publier Fuentes, *Colomb et son œuf*, ils auraient frémi d'horreur.

Satire féroce de la modernité dont le personnage central est un fétus, Christophe Palumar, qui naît évidemment le 12 octobre 1992, à la date anniversaire de la découverte, le livre n'est pas tendre pour le grand voisin du Nord. Ses héros, l'œuf et ses parents, ont du mal à résister au discours séduisant et accusateur du rival japonais : « Venez avec nous, allons à Pacifica, le Nouveau Monde n'est plus ici, il est toujours ailleurs, célébrez le cin-

quième centenaire en laissant derrière vous votre vieux monde de corruption, d'injustice, de stupidité, d'égoïsme, d'arrogance, de mépris et de faim (...), mettez fin à votre fastidieuse fascination fascisante pour le monde atlantique, tournez le dos à ce passé, tournez les yeux vers le futur. Là-bas, nous avons gagné parce que nous nous sommes dit : Derrière le masque de la gloire se cache le visage de la mort. Remontons à la gloire, à la force, à la domination, sauvons l'Occident de lui-même en lui rappelant à refuser le pouvoir au pouvoir, à ne pas admirer la force, à ouvrir les bras à l'ennemi, à choisir la vie contre la mort ».

Tracant la frontière Nord-Sud des déchirures américaines, le Colomb villipendé des écologistes américains devient ainsi l'allié de la revanche mexicaine. « Nous sommes tous des Colomb qui parions sur la réalité de notre imagination, et nous gagnons », écrit encore Fuentes. Ce Colomb-là plaira sans nul doute à Rosalynne Bosch, qui a osé s'aventurer sur les chasses gardées de Hollywood. Croisée à Paris avant le départ, cette jeune femme de trente-trois ans vit une de ces étonnantes passions posthumes suscitées par l'Amiral. C'est en 1987 qu'elle a sauté, à la seule vue de lettres manuscrites de Colomb, alors que, journaliste au *Point*, elle traînait aux Archives des Indes de Séville pour un reportage sur les chercheurs de trésor. Une séduction identitaire, pour les raisons mêmes qui dérangent les Américains enracinés et patriotes : « Nos origines sont semblables. C'était un autodidacte et un immigré, le joker absolu. Un juif pas très juif qui voulait être un pont entre les religions et qui savait qu'il aurait une destinée, pas une vie. Autodidacte moi aussi, je suis de père catalan et de mère italienne. Et j'aime naviguer... »

Inspirée par ce destin, elle s'est lancée dans la rédaction d'un scénario, abandonnant son métier de battante femme dans le maquis hollywoodien. Pari gagné : son Colomb aura les traits de Gérard Depardieu sous la caméra de Ridley Scott, le réalisateur d'*Alien* et de *Blade Runner*. Mais Hollywood s'est vengé, mettant en chantier in extremis un concurrent qui s'annonce fuyant en diable puisque réalisé par l'équipe de *Superman* et de *Rambo 2*, avec Timothy Dalton, ex-James Bond, dans le rôle principal sur un scénario de Mario Puzo, l'auteur du *Parrain*. « L'homme qui n'attendait pas », dit de Colomb Rosalynne Bosch, qui s'est révélée une femme inattendue, verrouillant son scénario par un contrat de droits d'auteur français et imposant sa participation à la production. 1992 nous promet donc une bataille franco-américaine où les cinéphiles pourront s'amuser à deviner lequel des deux films incarne le Nouveau ou l'Ancien Monde de demain.

Où ira la préférence des Guadeloupéens ? De retour à San-Juan, on a dit adieu à l'île aux deux drapeaux après avoir salué son Capitole, réplique miniature du Capitole de Washington, où traîne Victor Garcia. Et l'on s'en est allé vers une étape américano-française, confetti d'Europe égaré dans ces petites Antilles que Colomb découvrit vite fait en 1493, durant l'aller de son deuxième voyage. Une île que 1992 inquite bougrement...

Prochain article :

La peur du loup

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 19 h 15.

Crabes géants. Les récits de voyages se transforment parfois en contes fantastiques. (Théodore de Bèze, « Petits voyages », 1598.)



La Bosnie, otage

YUGOSLAVIE : la poursuite des affrontements et le mitraillage d'un hélicoptère des « casques blancs »

Les Serbes de Slavonie occidentale proclament leur autonomie

De violents combats ont opposé, vendredi après-midi 16 août, des autonomistes serbes aux forces croates dans les environs d'Okucani, dans l'est de la Croatie. Selon un correspondant de Radio Belgrade, les forces de police et la garde nationale croates ont attaqué les « défenseurs » serbes d'Okucani une demi-heure après l'expiration d'un ultimatum lancé par la « défense territoriale de la région autonome de la Slavonie de l'Ouest », ordonnant aux Croates de quitter la ville.

Un homme a été tué et neuf autres ont été blessés, a indiqué l'agence yougoslave Tanjug. Toutes les victimes sont croates. Zagreb, qui donne une tout autre version des événements, a rejeté la responsabilité de la rupture du cessez-le-

feu sur les « terroristes » serbes. Okucani est entouré d'une trentaine de villages occupés en majorité par des Serbes. La localité, à population mixte serbo-croate, était désertée par ses habitants depuis quarante-huit heures. Bien que largement minoritaires dans cette région, les Serbes ont proclamé l'autonomie de la Slavonie de l'Ouest - ce qui constitue l'ouverture d'un nouveau front - et mis sur pied des formations paramilitaires, appelées « défense territoriale ».

Les Serbes de la Krajina (arrière-pays dalmate) et ceux de la Slavonie de l'Est, théâtre au début du mois d'affrontements interethniques meurtriers, avaient déjà, suivant le même scénario, déclaré leur auto-

nomie. La Serbie a, vendredi 16 août, célébré pour la première fois depuis la chute de la monarchie yougoslave, en 1941, l'anniversaire de la mort, il y a soixante-dix ans, du roi Pierre I^{er} de Yougoslavie. La cérémonie, retransmise par la télévision de Belgrade, a été marquée par un incident au cours duquel plusieurs milliers de personnes ont hué les représentants officiels du régime serbe.

Au Kosovo, l'opposition albanaise durcit sa position. Son chef de file, l'écrivain Ibrahim Rugova, s'adressant à la presse, a prédit des troubles dans cette province serbe, à très large majorité albanaise, si les Albanais d'aujourd'hui ne sont pas inclus dans les négociations sur l'avenir de la

Yougoslavie « à titre de peuple et non pas de minorité ethnique ». Il a annoncé la prochaine organisation d'un référendum, sans fournir d'autres précisions.

Au cours d'une messe célébrée à Pez, ville du sud de la Hongrie, à la frontière de la Croatie, le pape a lancé un appel à la communauté internationale en faveur des droits des peuples de Yougoslavie. « Encore une fois je vous assure, chers fils de Croatie, que je suis proche de votre légitime aspiration, en renouvelant mon appel à la communauté internationale afin qu'elle vous aide en cette heure difficile de votre histoire. Je suis certain que dans un avenir proche je pourrai venir aussi chez vous », a dit le souverain pontif. - (AFP)

La présidence de la CEE affirme que la mission d'observation européenne s'étend à la Croatie

Pour la première fois depuis l'arrivée en Yougoslavie, début juillet, des contrôleurs européens chargés de veiller à l'application des accords de Brioni (1), une patrouille de « casques blancs » a esquivé, vendredi 16 août, des coups de feu.

LA HAYE

de notre correspondant

Un hélicoptère Alouette III, appartenant à l'armée de l'air néerlandaise mais portant la couleur blanche adoptée par la mission de contrôle européenne, a été mitraillé alors qu'il volait en Croatie, dans la région de Novska, à quatre-vingts kilomètres au sud-ouest de Zagreb. Trois projectiles ont atteint une vitre et le radio de l'appareil. Aucun des quatre occupants - deux pilotes néerlandais et deux observateurs luxembourgeois et italiens - n'a été touché. Au ministère des affaires étrangères, à La Haye, où siège actuellement la présidence de la CEE, on ignorait vendredi soir l'origine des tirs ainsi que les circonstances précises de l'incident.

Soucieux de couper court à toute éventuelle polémique sur la présence en Croatie de la

patrouille européenne, un porte-parole du chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broeke, a indiqué que la mission des « casques blancs » n'était pas limitée à la seule Slovanie : « C'est un malentendu. Selon les accords de Brioni, le mandat des observateurs européens peut être étendu à la Croatie pour contrôler le respect du cessez-le-feu et l'application du moratoire sur la déclaration d'indépendance ». En d'autres termes, selon la présidence néerlandaise de la CEE, les contrôleurs européens peuvent aussi opérer en Croatie à condition de ne pas s'immiscer dans les troubles ethniques entre Croates et Serbes.

M. Van den Broeke a donné l'ordre à l'ambassadeur des Pays-Bas en Yougoslavie d'exprimer à toutes les parties concernées, au nom des Douze, « sa vive préoccupation » quant à cet incident.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Lors des accords de Brioni signés le 7 juillet dernier avec la trinité européenne, les dirigeants serbes, slovaques, croates et fédéraux s'étaient engagés à respecter un cessez-le-feu immédiat, à ramener l'armée fédérale dans les casernes et à accepter un moratoire de trois mois sur les déclarations d'indépendance du 25 juin de la Slovanie et de la Croatie.

La Bosnie, otage des nationalistes

Dans cette République peuplée de musulmans, de Serbes et de Croates, personne n'exclut un conflit sanglant

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

La menace pèse. Elle hante même les esprits les plus sages, elle s'insinue chaque jour davantage dans une population qui se sent impuissante. Otages des nationalistes serbes et croates, les Bosniaques devront-ils subir une guerre civile aujourd'hui à leur porte ? Personne, à Sarajevo, n'exclut l'éventualité d'un conflit sur le territoire de la République de Bosnie-Herzégovine.

« Mon fils est réserviste, si un jour il doit tirer, est-ce que ce sera sur quelqu'un du peuple de son père - Serbe -, de sa mère - Croate - ou de sa petite amie - musulmane ? » Des milliers de notes partagent ce type d'interrogation. La Bosnie-Herzégovine (4,3 millions d'habitants) est peuplée à 44 % de musulmans, à 31 % de Serbes et à 17 % de Croates, selon le recensement d'avril dernier. Près d'un tiers des couples sont mixtes. A Sarajevo, pas une rue, pas un immeuble, n'est occupé par des habitants d'une même nationalité. Mais malgré le brassage, malgré plus de quarante années de vie en bonne intelligence, les Bosniaques ont peut-être oublié de se battre entre eux.

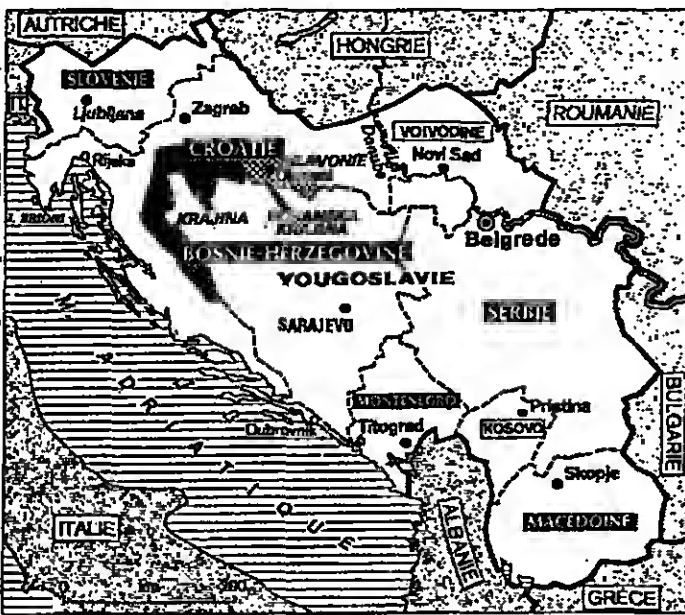
Pendant des siècles « la croisée de deux civilisations », la Bosnie-Herzégovine est aujourd'hui « la croisée de deux propagandes ». Avec, d'un côté, la Croatie, qui a proclamé son indépendance, le 25 juin dernier, et combat les « terroristes » serbes sur son territoire ; de l'autre, la Serbie, dont on connaît les velléités expansionnistes ou, plus officiellement, le souci de défendre les intérêts des Serbes qui ne vivent pas sur son territoire.

Deux régions de Bosnie-Herzégovine, peuplées majoritairement de Serbes, suivent le même chemin que la Krajina et la Slavonie, les deux régions de Croatie où les Serbes ont formé leur gouvernement local. La Bosanska Krajina, qui jouxte la Krajina croate, s'est déclarée autonome ; elle a son gouvernement, sa police. L'Herzégovine de l'Est n'a pour l'instant constitué qu'une « communauté de communes », mais les Serbes commencent à s'y organiser, et M. Sescelj, le « patron » de l'extrême droite de Serbie, affirme y avoir envoyé des combattants.

Dans ces deux régions, comme dans l'Herzégovine de l'Ouest, peu de fois, elle cesse d'être de Croatie, chacun fournit ses armes au sens propre du terme : ici, tout homme est armé. Les musulmans le sont beaucoup moins que les autres, mais leur implication est la même car ils se sentent le jouet d'une volonté d'hégémonie de part et d'autre.

Les uns et les autres défendent un principe : l'intégrité des frontières de la République. Les présidents serbe et croate, MM. Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman, ont envisagé, un temps, de procéder à des échanges de territoires basés sur une refonte des frontières de la Bosnie-Herzégovine. L'idée a été reprise à Belgrade par un opposant de M. Milosevic. Et bien qu'elle n'ait pas eu de suites, les Bosniaques ont peur qu'elle revienne à l'ordre du jour. Mais ce qu'ils redoutent avant tout, c'est de voir la Slovanie et la Croatie quitter la fédération. Resterait alors ce qu'ils appellent la « Yougoslavie amputée », soit quatre Républiques, dont trois, tôt ou tard, tomberaient dans le giron de la Serbie. Un scénario dont ni les Croates, ni les musulmans de Bosnie-Herzégovine ne veulent entendre parler.

Encore que... A la surprise générale, un parti musulman, le MBO (Organisation musulmane bosniaque), vient d'annoncer qu'il allait signer un accord avec le parti serbe. Ce qui lui a valu de perdre la petite



audience dont il bénéficiait, de l'aveu même de l'un de ses dirigeants, qui justifie cependant le geste : « La priorité, c'est de préserver la paix, il faut éviter le risque d'une guerre civile ». Le parti musulman majoritaire, SAD (Parti d'action démocratique), plus populiste, est catégoriquement contre toute alliance avec les Serbes.

Le président de la République de Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, issu de ce parti, vient de piquer un coup de colère : lundi 12 août, le président du Parlement, qui est serbe, est allé à Belgrade convenir avec les présidents de la Serbie et du Monténégro d'un accord entre les trois Républiques. M. Izetbegovic l'a évidemment dénoncé. Pour lui, Croates et Serbes ont des visées sur sa République. Mais, dit-il, « la Croatie se contente d'une partie de la Bosnie-Herzégovine tandis que la Serbie la veut tout entière ». Les adversaires de M. Izetbegovic lui prêtent le désir de créer une République musulmane et

veulent en voir le signe dans les récents voyages du président en Iran, en Turquie et en Libye. Il est vrai qu'un contrat - minoritaire - du S.A.D. militait en ce sens, mais M. Izetbegovic dément en fait partie, en affirmant qu'il s'agit d'une « invention » de ses ennemis politiques.

Ses « ennemis » sont, en fait, ses propres collaborateurs. Le grand handicap du pouvoir en Bosnie-Herzégovine est là : collégiale, la présidence est composée de deux représentants musulmans, de deux Croates, deux Serbes et un « Yougoslave ». Le gouvernement aussi est composé, à parts égales, de ministres des trois nationalités. Résultat : les institutions sont régulièrement bloquées, ce qui est le cas actuellement de la présidence, les deux représentants serbes refusant de participer aux prises de décision. Les activités du Parlement risquent également d'être paralysées lors de la prochaine session qui doit débuter le 27 sep-

« Yutel », une information qui dérange...

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Qui, en Yougoslavie, veut être informé sans biais des événements de la Fédération. Des centaines de messages, des bordées de cadeaux, des pétitions - comme des menaces de mort - arrivent chaque jour à la rédaction, qui s'est peu à peu transformée en mouvement d'organisation de manifestations et de caravanes pour la paix.

Derrière la notoriété se cache une minuscule équipe : trente-deux salariés, pas un sou. Et aujourd'hui, cette « compagnie d'enthousiastes », comme la définit son directeur, M. Goran Milic, s'interroge : comment lutter pour la paix sans définir une ligne politique ? Et s'il faut en définir une, par quoi passe la paix en Yougoslavie ? « Notre mouvement est yougoslave, donc l'armée et les vieux communistes viennent à nos manifestations avec leurs drapeaux », affirme M. Milic, on essaie de nous manipuler. Comme dit le présentateur, « parler de démocratie, de paix, c'est facile mais... ».

M.-P. S.

« Si ça craque ici c'est fini »

Apparemment, seules de nouvelles élections pourraient débloquent une situation viciée par le partage du pouvoir entre nationalistes serbes, croates et musulmans. Lors des élections de novembre 1990, les partis non nationalistes n'avaient obtenu, au total, que 17 % des suffrages. Le « ras-le-bol » de la population, le risque de guerre civile, pourraient-ils provoquer un renversement de tendance ? Pas sûr. Mais l'organisation d'élections semble être la seule issue de secours. Et ceux qui y sont favorables comptent beaucoup sur les tensions sociales qui ne manqueront pas de se produire à l'automne. Du moins espérent-ils que le mécontentement général, canalisé autour des revendications à la fois « pacifistes » et sociales, ruèra à un changement de gouvernement.

Les « non-nationalistes » en sont persuadés : la crise économique est telle que le peuple descendra dans la rue prochainement. « Un mois après avoir dit d'aller le chauffage », prédit M. Bozidar Matić, président de Energoinvest, un énorme consortium, premier exportateur de Yougoslavie, M. Matić est inquiet. Les investisseurs étrangers de l'entreprise annulent tous les contrats, refusent sa participation aux appels d'offres internationaux, le carnet de commandes se vide faute d'appuis bancaires.

« Les hommes politiques ont détruit le système bancaire yougoslave, affirmait-il, la politique en Yougoslavie tue l'économie avec une efficacité exceptionnelle : Dieu pardonnerez peut-être aux politiciens, le peuple, lui, ne leur pardonnera pas. » « Il y a une chose qui me console, ajoute-t-il. L'échec économique se fait déjà sentir, le peuple affamé finira par comprendre où ses leaders nationalistes l'ont mené. »

La crise économique comme planche de salut - Voilà la seule issue qu'envisagent les plus raisonnables. Une solution à double tranchant : les nationalistes pourraient tirer profit du mécontentement en le canalisant contre telle ou telle autre nationalité. A moins, comme dit M. Matić, que « la fédération des Serbes, des Croates, et les musulmans », « Si ce n'est pas le cas, estime un autre, ce sera très, très sanglant ; et si ça craque ici, en Bosnie-Herzégovine, c'est fini. »

MARIE-PIERRE SUBTIL

NI TOTEM, NI TABOU.

FREUD

UNE VIE

PETER GAY

900 p. 248 F

"Magnifique biographie... là où la plupart des psychanalystes interprètent, Peter Gay raconte."

Laurent Lemire, La Croix

"Un travail monumental qu'on lira avec un intérêt et un plaisir constants. La langue est limpide, la lecture aisée."

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

"Cette biographie fait événement parce qu'elle est pour notre époque aussi incontournable que le fut celle de Jones pour les années 60."

Eisabeth Roudinesco, Libération

"Une biographie de bonne foi où chacun dispose des moyens de s'initier à la pensée complexe de Freud."

Bruno de Cessole, Le Figaro

"L'un des livres les plus passionnants de cette année. On y découvre un Freud très humain."

Bernard Rapp, Caractères - Antenne 2

HACHETTE

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : expulsés ou partis volontairement

Vingt-cinq mille Haïtiens ont dû regagner leur pays

En dépit des protestations de Port-au-Prince, les expulsions de ressortissants haïtiens vivant en République dominicaine se sont accélérées. On estime que plus de 25 000 Haïtiens sont repartis vers leur pays, de gré ou de force, depuis que le président Balaguer a signé, le 13 juin dernier, un décret interdisant la déportation des Haïtiens en situation « illégale ». L'effort préoccupe vivement les organismes internationaux, dont les efforts pour que des négociations s'engagent entre Saint-Domingue et Port-au-Prince ont jusqu'à présent été infructueux.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

En moins de deux mois, 5 300 Haïtiens ont été expulsés par les autorités dominicaines, après avoir été arrêtés, souvent brutalement, par des policiers militaires. Près de vingt mille autres personnes ont préféré rentrer volontairement en Haïti pour échapper aux rafles. « Nous avons une liste de 134 enfants qui ont été déportés alors qu'ils sont de nationalité dominicaine », affirme le pasteur Edwin Paraison, l'un des porte-parole de la communauté haïtienne.

Selon lui, de nombreuses familles ont été séparées de leurs parents, des maris de leur femme. Les militaires, qui font la chasse aux clandestins haïtiens, utilisent bien souvent la couleur de la peau comme seul critère. M^{me} Fidèle José et Média Richard, deux Dominicaines noires arrêtées à la fin de la semaine dernière à Villa Altagracia, auraient été expulsées de leur propre pays si elles n'avaient pas fait un véritable scandale.

ARGENTINE : images sur les relations entre Paris et Buenos-Aires

Les nouvelles cartes d'identité ne seront pas fabriquées en France

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

La décision du président Carlos Menem, le 15 août, d'annuler un important accord avec la France risque d'assombrir les relations entre Buenos-Aires et Paris. L'accord, qui avait été signé entre les deux gouvernements en novembre 1990, portait sur la confection d'un nouveau document d'identité argentin et d'un fichier d'état civil entièrement informatisé, avec l'appui technologique des sociétés Bull et Thomson, pour un montant de 1,5 milliard de francs.

« C'est la crédibilité du gouvernement argentin qui est en jeu », estime-t-on dans les milieux diplomatiques occidentaux à Buenos-Aires après la révélation d'un contrat qui avait été signé par le président lui-même. Depuis trois mois, la polémique faisait rage, la presse dénonçant le fait que cet accord n'ait pas été soumis à l'approbation du Congrès, mais aussi l'absence d'appel d'offres et le coût de l'opération.

Malgré l'ampleur des critiques, le gouvernement n'avait pourtant cessé de réaffirmer qu'il respectait ses engagements. Le ministre de l'Intérieur s'était même rendu en toute hâte à Paris au début du

devant les officiers d'immigration. « Souvent, les militaires déchirent purement et simplement les papiers d'identité ou les sautent », affirme M. Jean-Marie Joe Sines, le chargé d'affaires haïtien à Saint-Domingue.

Climat de peur

Nombreux sont les rapatriés qui se plaignent d'avoir été dépouillés de leurs maigres biens. La plupart s'embarquent à bord d'autobus affrétés par le gouvernement dominicain avec quelques vêtements usagés pour seul bagage. Beaucoup affirment qu'on ne leur a pas laissé le temps de vendre les quelques meubles acquis à l'issue de longues années d'un travail particulièrement dur dans les plantations de canne à sucre, appelées « batey ».

« A Palenque, au nord de la capitale, le responsable du batey a interdit aux Haïtiens de vendre leurs biens sous prétexte que, comme ils étaient arrivés sans rien, ils devaient repartir sans rien », raconte M. Alejandro Garro, un juriste argentin envoyé par l'Organisation de défense des droits de l'homme Americas Watch pour enquêter sur les conditions du rapatriement. La vague de départs volontaires s'explique, d'après lui, par le climat de peur qui règne dans les « batey » et par l'espérance qu'a fait naître l'arrivée au pouvoir, en décembre dernier, du président Jean-Bertrand Aristide, après trente ans de dictature et de misère croissante en Haïti.

Alors que Port-au-Prince demande la suspension des expulsions et l'ouverture de négociations avec la participation d'organismes internationaux, les autorités dominicaines maintiennent que le plan de rapatriement est une affaire de souveraineté nationale et refusent l'intervention d'une tierce partie. Saint-Domingue a cependant accepté qu'une mission de l'Organisation des Etats américains (OEA) vienne

mais, M. Julia Mere Figueroa ayant démissionné le 9 août, c'est son successeur, M. Jose Manzano, qui a finalement tranché.

Les Argentins disposent actuellement de plusieurs protocoles d'identité que le gouvernement argentin veut remplacer de façon progressive, par un document unique de fabrication française. Il s'agit, selon la Sofreimi (société d'exportation du ministère français de l'Intérieur), d'une carte magnétique sur le modèle de la carte verte (green card) utilisée aux Etats-Unis pour les résidents étrangers. Lors d'un voyage à Buenos-Aires en juin dernier, le président de la Sofreimi, M. Philippe Melchior, avait déclaré être « choqué par les interventions dérivées de M. Perence Tompkins », l'ambassadeur américain en Argentine.

Guerre des groupes de pression sur un marché de l'information où les sociétés argentines et américaines sont particulièrement agressives ou grave maladresse de l'administration Menem ? On a vu les conséquences politiques, l'annulation du contrat pourrait coûter au gouvernement argentin dix-huit millions de dollars qui figuraient dans le contrat à titre de garantie.

CHRISTINE LEGRAND

COLOMBIE : une trentaine de morts après l'attaque d'une ville par la guerrilla. - Des guérilleros de la Coordinadora Simon Bolivar (COGB) ont lancé un assaut, vendredi 16 août, contre la petite ville de Simiti faisant, selon la police, une trentaine de morts et des dégâts considérables. Les affrontements entre maquisards et forces de l'ordre auraient duré une douzaine d'heures. La reprise des pourparlers de paix entre le gouvernement et la guerrilla reste toujours fixée au 26 août. - (AFP, Reuters, AP.)

COSTA-RICA : démission d'un ministre après le transfert forcé d'un trafiquant en Floride. - Le ministre de la sécurité publique, M. Victor Herrera, a remis sa démission, vendredi 16 août, après qu'un présumé trafiquant de drogue ait été enlevé au Costa-Rica puis transféré aux Etats-Unis, où il a été arrêté par le FBI. Selon l'ambassade américaine à San-José, qui

a démenti tout lien avec ce rapatriement, M. Carlos Duque, Américain d'origine cubaine, aurait pu être victime de « chasseurs de primes ». Un haut fonctionnaire costaricien a été arrêté dans le cadre de cette affaire. - (Reuters.)

GUATEMALA : nouveau massacre. - Six corps criblés de balles, dont ceux d'une femme et de son bébé de neuf mois, ont été retrouvés dans deux voitures à Alta Verapaz, dans le nord du pays, à l'indiqué vendredi 16 août la police. La classe politique et les milieux ecclésiastiques guatémaltèques venaient juste de se féliciter de l'arrestation, la veille, de sept militaires soupçonnés d'avoir participé au massacre de onze civils, dont les corps avaient été retrouvés au bord d'une route quelques jours plus tôt (le Monde du 17 août). Les accusés, parmi lesquels le commandant d'une base navale, ont été inculpés de meurtre. - (Reuters.)

AMÉRIQUES

MEXIQUE : les évêques dans l'arène électorale

L'Eglise, les urnes et le bien commun

Ecartée de la vie politique depuis l'instauration d'un État laïc dans la foulée de la révolution de 1910, l'Eglise mexicaine a fait une entrée remarquée sur la scène électorale en prenant position contre l'abstention et la fraude, au cours de la campagne pour les élections fédérales du dimanche 18 août (le Monde du 17 août).

MEXICO

de notre envoyé spécial

Dans une déclaration audacieuse, les évêques ont décrié que l'abstention, dans le pays, est traditionnellement très élevée, constitue un « péché d'égoïsme, de paresse et de courtoisie car cela révèle un manque d'intérêt pour le bien commun ». De plus, elle « favorise la tâche de ceux qui manipulent la majorité » à travers la fraude, largement pratiquée au cours des dernières années pour permettre au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) de se maintenir au pouvoir.

Enhardis par l'absence de réactions hostiles, les évêques ont décidé d'aller plus loin en publiant ces derniers jours

divers documents mettant implicitement en garde les autorités contre la tentation de recourir à la fraude. « Ceux qui organisent la fraude commettent également un péché civico-politique », souligne le porte-parole de la Conférence épiscopale, Mgr Ganarr Alemilla, qui invite « tous les catholiques et les autres Mexicains de bonne volonté à surmonter l'apathie provoquée par les tristes expériences électorales du passé ».

« Les temps ont changé », constate la conférence épiscopale, qui ne cache pas sa satisfaction face à l'attitude beaucoup plus ouverte du président de la République, M. Carlos Salinas. Ce dernier a en effet laissé entendre, notamment lors d'une rencontre avec le pape Jean-Paul II le mois dernier à Rome, que le Mexique pourrait rétablir des relations officielles avec le Vatican.

« Nous voulons faire de la politique »

« Pau nous importe que dix millions de Mexicains - les franc-maçons et la gauche - hurlent dans les rues pour dénoncer la reprise des relations si, par ailleurs, nous sommes soixante-dix millions de catho-

ques à le vouloir », n'hésite pas à dire Mgr Alemilla, qui demande « le rétablissement des droits et des libertés de l'Eglise, violés par la Constitution de 1917 ».

« Nous voulons faire de la politique », ajoute-t-il. Il ne s'agit pas de militer dans un parti ni d'aspirer au pouvoir, mais de préparer les Mexicains à exercer leurs droits civiques dans les meilleures conditions possibles. En attendant que les prières soient aux-mêmes autorisées à voter, le porte-parole des évêques a rappelé que les religieux avaient le droit de vote et les a invités à se rendre aux urnes dimanche.

Lequel des trois principaux partis profitera le plus des prises de position de l'Eglise ? Il est probable que le Parti d'action nationale (PAN, droite), qui regroupe les catholiques militants, en sera le principal bénéficiaire. Les autres formations ne veulent pas être en reste, et la plupart des candidats semblent avoir été pris depuis peu d'une véritable fièvre religieuse, rappelant à tout moment qu'ils croient en Dieu et se faisant photographier avec l'évêque de leur circonscription.

BERTRAND DE LA GRANGE

PROCHE-ORIENT

IRAQ : après la levée très partielle de l'embargo

Bagdad n'a guère d'autre choix que de se plier aux résolutions du Conseil de sécurité

Dans une première réaction à l'adoption, la veille, de trois nouvelles résolutions par le Conseil de sécurité des Nations unies, l'agence irakienne de presse INA, vendredi 16 août, a qualifié celles-ci d'« injustes », estimant qu'elles avaient été votées « sous la pression de Washington, Londres et Paris ». Ce commentaire lapidaire est conforme à celui de l'ensemble de la presse de Bagdad qui, déjà depuis plusieurs semaines, traite à boutades toutes les résolutions de ce conseil, qu'il s'agisse de celles de la résolution 660, autorisant une reprise partielle et très contrôlée des exportations de pétrole irakien pour financer l'aide à la population du pays. Cette initiative a été qualifiée d'« humiliante » parce qu'elle représente une « pure ingérence dans les affaires » de l'Irak.

Mais Bagdad n'a apparemment pas d'autres choix que de se plier aux exigences du ONU et certains indices laissent penser que M. Saddam Hussein serait en

quête d'un dialogue avec ses ennemis. Ainsi, un commentateur politique irakien, M. Sabah Salamin, ex-secrétaire de presse du président, a-t-il appelé jeudi à une normalisation de ses relations avec Bagdad. Dans un article publié par le quotidien Babylone, dont le rédacteur en chef est le propre fils du président irakien, le commentateur souligne que ces relations bilatérales « peuvent, par une série d'ajustements, être élargies à l'ensemble de la scène internationale et de celle de l'Irak au Proche-Orient ». « Affaiblir l'Irak aura aux intérêts internationaux dans la région », selon M. Salamin.

L'Irak, par le biais de sa délégation auprès de la Ligue arabe au Caire, a plusieurs fois tenté, sans succès, pour un allègement du blocus économique dont il est l'objet, reconnaissant ainsi que la

situation de la population irakienne ne cessait de se dégrader. Parallèlement, le Vété de l'ONU, malgré toutes les entraves qu'il apporte à la souveraineté irakienne, permettra au régime irakien de souffler en démantelant partiellement le mécanisme de population due aux pénuries. Pour remédier, en partie, à ces difficultés, l'ONU a commencé jeudi à distribuer à Bagdad quelque 90 000 tonnes de produits alimentaires, conformément à un accord signé avec le gouvernement en mai dernier.

Entre-temps, la préoccupation prioritaire de Saddam Hussein semble être d'améliorer la condition des militaires irakiens. Selon le journal El-Qadisiya, publié vendredi, il vient de leur accorder des majorations de salaires, des indemnités de logement ainsi que de nouvelles facilités bancaires. - (AFP, Reuters, AP.)

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar piétine

Suite de la première page

Il semble bien que Faqduum Boyer Abumadi soit toujours en vie, mardi 13 août. De bonne source, on affirme en effet que les policiers ont perquisitionné dans un studio récemment occupé à Paris par cet homme. Mais ce lieu était vide au moment de l'opération policière. Les deux autres irakiens en fuite, Ali Rad Vakili et Muhammad Azadi, auraient eux de nouveau quitté le territoire français, estimant vendredi soir les enquêteurs de la police judiciaire. Ils se trouveraient à présent tous deux en Suisse.

Commis le 6 août en fin d'après-midi, l'assassinat de Chapour Bakhtiar et de son secrétaire particulier avait seulement été découvert le lendemain par les policiers qui assuraient, en permanence, la protection de son pavillon de Surènes. De ville en ville, de France en Suisse, la trace des trois hommes a rebondi sans donner de résultats probants.

Tout au long de leur chemin, les deux irakiens ont semé les indices à la manière du Petit Poucet. Venant de professionnels ayant réussi une opération délicate - supprimer un homme placé sous la surveillance permanente de la police - une telle succession de maladroites est troublante. Si troublante qu'on ne peut écarter l'hypothèse d'actes délibérés, placés afin de mieux brouiller les pistes. S'il est ainsi, les trois hommes, le trio s'était d'abord débarrassé de vêtements tachés de sang et de documents de passeports irakiens - des

documents authentiques et portant de vrais vises - qu'une prostituée retrouvée dans le bois de Boulogne.

Le lendemain de l'assassinat, un fonctionnaire belvédère du poste frontière de Vallard-Franex avait ensuite remarqué que les passeports étaient présentés par les deux hommes comportant des visas suisses manifestement faux. Le duo était alors retourné à la frontière et remis aux policiers français. A ce moment-là, la mort de Chapour Bakhtiar n'était pas encore connue de la police. Les deux étrangers avaient donc pu tranquillement regagner la France. Leur incroyable fuite se poursuit. Mais seulement le drame de Surènes est alors public, mais les photographies des irakiens ne seront largement diffusées dans les médias qu'à partir du 10 août. Les deux hommes ne connaissent pas l'hexagone et un seul d'entre eux parle français, d'une façon très approximative. Avec retard, un chauffeur de taxi répondra à l'appel à témoins en révélant qu'il a conduit le duo d'Annecy à Salanches.

Cela n'empêche pas les deux hommes, qui ont rasé leurs moustaches et sont à présent dotés de passeports suisses, de séjourner dans plusieurs hôtels, à Salanches puis à Valence. Dimanche 11 août, un contrôleur de la SNCF leur délivre un billet dans le train Bellemeuse-Ancenis. Mais sans les reconnaître, faute de regarder les journaux ou la télévision. Le 12 août, un nouvel indice compromettant est retrouvé : un portefeuille appartenant à l'un

d'eux est découvert, apparemment oublié dans une cabine téléphonique. La police judiciaire est encore dans l'attente du témoignage décisif qui lui permettrait d'interpeller les fuyards. Ali Rad Vakili est bientôt repéré à Genève. Il couche durant deux nuits à l'Hôtel Windsor, en contre-ville, où il présente le passeport turc au nom de Musa Kocer, qui avait été accusé par les douaniers helvétiques quelques jours plus tôt. Nouvelle dévotion polémique : l'iranien arrive dans l'établissement, lundi soir 12 août, après le ramassage des débris d'hôtel, et le lendemain soir, l'ordinateur de la police chargé de vérifier ces documents tombe en panne.

Les vérifications ne sont opérées que le mercredi matin. Quand les inspecteurs helvétiques se présentent à l'hôtel, l'iranien a quitté les lieux trois heures plus tôt. Il a aujourd'hui très probablement été rejoint par Muhammad Azadi, dont le passeport turc est au nom d'Ali Kaya, considéré comme fuyant d'hôtel, et le lendemain soir, l'ordinateur de la police chargé de vérifier ces documents tombe en panne.

« Au début de l'enquête, le retard des policiers français était de trente-six heures. Il est tombé à trois heures en Suisse, avec le rétablissement de l'épave de l'hôtel Windsor. Mais vendredi 16 août au soir, la police genevoise indiquait ne pas posséder d'autres informations sur Ali Rad Vakili depuis son départ de l'hôtel. »

ERICH INCIVAN

Le Danemark propose d'accueillir la conférence de paix. - Le gouvernement danois a proposé d'accueillir à Copenhague la Conférence sur la paix au Proche-Orient qui devrait, en principe, se

Le sort des otages occidentaux

M. Perez de Cuellar espère une solution dans les deux prochaines semaines

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a exprimé l'espoir, vendredi 16 août, que la crise des otages serait résolue dans les deux prochaines semaines. « Les négociations se poursuivront en coulisse et j'espère voir une solution dans les deux prochaines semaines », a-t-il déclaré à son arrivée à Lisbonne, où il effectue un séjour privé.

Après ses entretiens en Suisse avec des représentants israéliens, M. Perez de Cuellar avait déclaré ne pouvoir donner aucune assurance que l'affaire connaîtrait un dénouement rapide. Il avait toutefois dit avoir « beaucoup d'espoir ». Le secrétaire général tente de parvenir à un accord sur la libération par Israël de plusieurs centaines de prisonniers arabes en échange de celle d'otages occidentaux et de soldats israéliens disparus au Liban. « Toutes les parties sont intéressées par une solution », avait-il déclaré en quittant la Suisse. - (Reuters.)

LIBAN

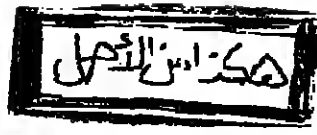
Le général Aoun devrait s'exiler après avoir été amnistié

Le général Michel Aoun devrait quitter le Liban dans les prochains jours, selon la publication du décret lui accordant une amnistie spéciale, faute de quoi celle-ci serait sans effet. C'est ce qui ressort du projet d'amnistie générale en voie d'adoption, dont le texte a été révélé vendredi 16 août à Beyrouth.

Ce document, qui ne mentionne pas nommément le général Aoun, prévoit en outre des conditions draconiennes empêchant le chef militaire chrétien d'émigrer, réfugié à l'ambassade de France depuis dix mois - de se livrer à toute activité politique après son « bannissement ».

Le projet a été approuvé mercredi par le conseil des ministres et doit être examiné dès lundi au Parlement, en commissions, avant de venir en séance plénière (le Monde du 16 août). - (AFP.)

tenir à l'automne. Des contacts seraient déjà été pris dans ce sens avec plusieurs des pays appelés à y participer. La capitale danoise serait en concurrence avec Genève, Stockholm et Helsinki. - (Corresp.)



Océan Indien

MADAGASCAR : par crainte de provocations

L'opposition a pris en main le contrôle du cessez-le-feu

Après trois semaines de flottement, le couvre-feu est enfin respecté à Tananarive, imposé par des « Comités de vigilance » civiques qui se chargent d'établir des barrières et d'arrêter toute personne sans laissez-passer. Dans les quartiers populaires, des barrières de fortune sont dressées la nuit tombée, autour desquelles se rassemblent des équipes de jeunes du quartier.

TANANARIVE
de notre envoyé spécial

« On protège nos familles contre les hommes du président », explique, co élanant les dents de froid, Sslomoo, 22 étudiant de vingt-deux ans. Il précise que, dans quelques groupes de vigiles, on retrouve des partisans du pouvoir qui s'inquiètent, eux aussi, pour leurs maisons. On prend très au sérieux la menace proférée soit-disant par les sbires de « l'avalohy » - le palais présidentiel - d'occéder les quartiers populaires. Est-ce une menace ou une rumeur, comme celle de l'empoisonnement de l'eau que la compagnie de distribution a été obligée de démentir pour rassurer les habitants ?

Les actes d'intimidation ou se complaisent plus : le dernier vise les

blessés de la fusillade du 10 août. Des soldats sont entrés dans l'hôpital Ravaohangy pour confisquer tous les clichés radiologiques, cherchant sans doute à faire disparaître toute trace de blessure par balle, puisque le président a nié que l'armée ait tiré sur le foule.

Les premiers rapports d'autopsie ordonnés par le premier ministre font état d'« éclats métalliques » - « Les médecins légistes ont dû subir des pressions », estime un religieux à qui les permissions ont été refusées de se rendre dans le palais. « Mon frère a reçu une balle dans le cou », affirmait un chauffeur de taxi alors qu'il sortait de la morgue où il venait de reconnaître le corps de celui qu'il cherchait. Par ailleurs, les blessés ont été assignés à comparaître devant le tribunal pour « atteinte à la sécurité de l'Etat » : leurs blessures attestent de leur culpabilité.

« Ratsiraka : assassin ! »

La presse multiplie les commentaires sur l'assassinat du président. Un lecteur suggère d'« abandonner » à M. Ratsiraka la pleine propriété de l'avalohy, ce palais de la honte dont les portes se sont refermées sur lui, si celui-ci refuse de partir. Le quotidien d'opposition *Marsoka* affirme dans un éditorial :

« A ce stade, la mégalomanie du président porte un autre nom : paranoïa ».

Dans un communiqué publié samedi matin, le cardinal Victor Razafimaharatra en a appelé « à la sagesse et au courage politique de M. le Président pour qu'il se retire ». C'est la première fois qu'une autorité ecclésiastique affirme que le démissionnaire de M. Ratsiraka pourrait permettre le « retour de la paix sociale ».

Isolé dans son palais sans la protection de sa garde personnelle, le président n'a pas encore renoué. Ainsi, selon la radio, cinq des six provinces se sont autoproclamées vendredi « Etats fédéraux », demandant à M. Ratsiraka de présider cette nouvelle fédération. Une tentative de diviser le pays que laissaient deviner ses multiples contacts avec les chefs coutumiers, dénonçant le centralisme exercé par la capitale. Le seul à avoir pu résister le fédéralisme.

Devant cette nouvelle impasse, on est tenté ici de se tourner vers l'armée, plus muette que jamais, mais qui pourrait mettre en place un dictateur militaire pour placer le président actuel. Pendant ce temps, de nouveaux graffitis couvrent les murs de la ville : « Ratsiraka : assassin ! ».

JEAN HÉLÈNE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : un nouveau pas vers la normalisation

Pretoria et le Haut-Commissariat pour les réfugiés ont paraphé l'accord sur le rapatriement des exilés

Il aura fallu près d'un an et demi de négociations très serrées avant que le gouvernement sud-africain et le Haut-Commissariat pour les réfugiés auprès des Nations unies (HCR) se mettent enfin d'accord pour permettre le retour au pays de plusieurs milliers d'exilés sud-africains. L'accord, paraphé à Genève, vendredi 16 août, devrait être signé dans les prochains jours, à une date et dans un lieu qui n'ont pas encore été précisés. Le texte prévoit une amnistie générale pour tous les délits politiques, celle-ci devant entrer en vigueur le jour de la signature.

« Cet accord marque le commencement de la fin d'une tragédie humaine longue de trente ans. Pour l'Afrique du Sud, c'est une gigantesque pas en avant vers la construction d'une société où les droits de l'homme seront garantis pour tous », s'est aussitôt félicité M. Sadeko Ogato, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés. « Cet accord est une nouvelle confirmation de la détermination de l'Afrique du Sud à poursuivre sa politique, entamée début 1990 », a plus sobrement commenté l'ambassadeur de l'Afrique du Sud à Genève, M. A. Leslie Manley.

Ce n'est pas de bonne grâce, en effet, que Pretoria aura finalement accepté de réouvrir les

portes à ces exclus du système d'apartheid, dont le nombre est estimé à près de quarante mille par le Congrès national africain (ANC). Le mouvement nationaliste avait fait du retour des exilés une des conditions à sa participation aux négociations pour élaborer une nouvelle Constitution. L'accord, donc, sinon tout à fait ouvert, du moins largement défriché.

Chacun, en Afrique du Sud, du côté gouvernemental comme dans les rangs de l'ANC ou du mouvement Inkatha, semble désormais pressé d'avancer en ce sens. Le projet d'accord de paix, destiné à mettre fin aux violences inter-ethniques, annoncé au milieu de la semaine dernière (*Le Monde* du 17 août), constitue un des derniers signes en date de cette volonté commune.

L'accord paraphé à Genève, qui prévoit l'amnistie pour tous les délits politiques commis avant le 8 octobre 1990, en Afrique du Sud ou à l'étranger, exclut les crimes de droit commun. Le HCR, dont la présence a été systématiquement refusée par le régime de Pretoria depuis trente ans, devrait commencer à installer ses bureaux, à Johannesburg et dans quatre autres villes, d'ici une quinzaine de jours. L'organisation des Nations unies, qui sera char-

gée de gérer le retour des exilés, peut, à juste titre, considérer l'accord de Genève comme une victoire historique.

Sur le plan financier, le HCR espère obtenir entre 35 millions et 40 millions de dollars pour venir en aide aux rapatriés, assurant leur transport et leur installation. Plusieurs gouvernements occidentaux avaient déjà promis leur soutien pour cette opération.

Cet événement constitue, de toute évidence, un pas de plus vers la réintégration complète de l'Afrique du Sud au sein de la communauté internationale et de ses institutions.

CATHERINE SIMON

o ETHIOPIE : nouveau transfert vers Israël de Juifs éthiopiens. - Le gouvernement éthiopien a accepté, vendredi 16 août, de laisser émigrer vers Israël 2 600 Juifs d'Ethiopie (falachas), qui avaient pu partir avec leurs 14 000 autres coreligionnaires, en mal de dernier. Apparemment soucieux de poursuivre leurs efforts de normalisation, les autorités d'Addis-Abeba ont également ordonné la libération de soixante-seize responsables du Parti des travailleurs (PTE, ex-parti nique) et autorisé la compagnie aérienne nationale à reprendre ses vols vers Asmara, capitale de l'Erythrée. - (AFP, Reuters).

ASIE

Retour en Chine

par Maria-Antonietta Macciocchi

TÉMOIGNAGE

Ancien député communiste de Naples, exclu du PCI, Maria-Antonietta Macciocchi avait publié en 1971 *De la Chine* (Editions de Seuil), un ouvrage enthousiaste - et contesté - sur le pays de Mao. Vingt ans après, elle vient de séjourner dans plusieurs villes chinoises et raconte ses impressions.

5 JUIN 1991 - vingt années après, guidée par le hasard, je retourne à Pékin. Anniversaire de Tiananmen. L'atmosphère est grise et lourde de nuages enfis de pluie quand je me fais conduire en taxi - maintenant les taxis stationnent face aux hôtels - au Peking International (fronte étages, mille deux cents employés), à la place Tiananmen, immense espace tragique, carré vide, désert, surveillé de près par la police. Je dépose sur le pavé un petit bouquet de tulipes blanches. Je l'ai fabriqué moi-même, avec quelques fleurs chinoises en sole étoilée. Mon geste est froid, voulu, pensé. La silence est total dans cet espace mathématique qui avait été créé pour les rituels du régime, et demeuré celui de la révolte naissante d'un million de Chinois. (1). Les policiers m'ignorent.

Le lendemain soir, le bouquet est encore là. La place est pleine de gens qui se promènent avec leurs enfants. Ou bien s'agit-il d'autre chose ? La police fait signe aux voitures de circuler. Je rentre : les très belles filles chinoises, deux fois à chaque ascenseur, maquillées, habillées de soie, style Kuomintang, jupe fendue jusqu'au genou, me sourient *good morning*. L'anglais est la seule langue parlée, langue véhiculaire pour toute réunion, politique ou d'affaires. Le français a disparu. Le matin, avec le petit déjeuner, on vous apporte le journal *USA Today*, et un quotidien de Hong-kong ; à Shanghai il y a l'*International Herald Tribune* en chinois.

De mon hôtel, je regarde la ville d'où s'élève la bruit de mille voitures. Je ne reconnais plus rien de mon rêve chinois, du « fascisme », de la pureté totale. Le grand canal japonais, l'américain, celui de Hongkong et de Taiwan font confiance au développement industriel de la Chine, aux affaires, au tourisme international. Ils ont bâti des gratte-ciel cyclopéens, murs en verre et en acier, regroupés dans le centre de la ville.

Je vois regarder, rêveuse, la romantique Peace Hotel sur la Bund, où l'hôtels en 1970 - bâti par les Anglais, style Belle Époque - seule cliente, entourée de

méfiante - pour me convaincre que je suis vraiment à Shanghai. Il m'arrive aussi de douter que je suis à Pékin, et non à Hongkong ou à New-York. La ville est méconnaissable. Il y a vingt ans, il n'y avait que des gardes rouges endimanchés marchant et étant leurs slogans aux visiteurs qui descendaient des avions. La route était bordée d'arbres et de petites maisons adorables. Tout a été rasé et la seule forêt qu'on traverse est celle des gratte-ciel brillant comme des diamants dans la nuit. Pourquoi m'intéressé-je au nouveau paysage de tours et de mar-lure ? Parce qu'il s'agit de pierres, choses concrètes et non pas de mots trompeurs du romantisme ou de l'égalitarisme d'antan.

Chirurgie esthétique

Dans les boîtes de nuit - la plus déshastée est à Shanghai, le *Soho* -, de magnifiques filles en robe ultracourte entraînent joyeusement de riches commerçants au son du jazz. Les plus ravissantes, en robe du soir, sortent de mon hôtel, à l'heure du dîner... La moitié du ciel et-elle changée en constellation ? La contamination occidentale, son sale argent, ne donnent-ils plus de frissons, de dégoût ? On me dit que trois cents femmes à Shanghai se sont soumises à la chirurgie esthétique pour ressembler aux femmes de notre Occident. Les dollars règnent, souverains. Je visite, incrédule, la première Bourse, qui a été ouverte dans la ville la plus puissante du commerce chinois. La belle banquière manager adjointe me précise que, « avant la fin de l'année », à côté de la société et des actions chinoises, les actionnaires américains et leurs banques seront représentés dans cette Bourse. Elle est ardente dans son dévouement pour la liberté, la démocratie, le respect des droits de l'homme. On a essayé de les détruire, m'explique-t-elle avec courage, mais on n'y arrivera pas.

Parfois, je me demande en voyant cette autre Chine du capitalisme rampant quel autre de nos puissants pays aura pu renverser totalement, en si peu de temps, son image. La Chine est-elle un pachyderme qui peut courir avec l'agilité d'un lièvre ? De toute façon, l'histoire court plus vite que nous ; et nous n'arriverons jamais à la rattraper. Nous sommes plus lourds, tout compte fait.

Ici, personne ne semble me connaître comme auteur d'un livre sur la Chine. Et pourtant, à l'automne 1989, après la tuerie de Tiananmen, ce livre est encore

défini par le *Débat*, la revue de l'intelligent Pierre Nora, comme « le livre emblème de la maïeutique triomphante ». Pour les Chinois, il n'est qu'un objet inexistante. Suis-je revenue en Chine pour un règlement de comptes ? Pas du tout. Les faits me paraissent comiques face à la furia française.

A 3 heures du matin, à Shenyang, je trouve mon livre sur la Chine, que j'ai caché au fond de ma valise, l'esprit critique réveillé. Que cette Chine fût rêvée ou concrète, légendaire ou de fausse-semblant, elle aurait, à l'époque, la richesse des valeurs éthiques face à une jeunesse frustrée par le communisme, 1968, la « normalisation » de Prague, etc. La conviction chinoise qui voulait tirer sur le PCC lui-même et sur tous les partis communistes occidentaux, mais surtout sur le Russie soviétique, nous apparaissait comme le premier signe du déclin de l'empire soviétique. L'homme nouveau devait vite pour nous le dissoudre, héros de notre époque. Depuis, l'empire soviétique s'est effondré, la puissance russe demande à l'Occident de la sauver de la famine, et enfin le mur est tombé. L'Est s'est libéré, Havel est devenu président de la Tchécoslovaquie.

Je lis jusqu'à l'aube et je ne trouve dans mes pages d'il y a vingt ans que des faits, des images, des conversations, des vérités élémentaires simplement conformes à ce que je voyais, et parfois parfaitement banales.

Dans la nuit de Shenyang, je

retrouve aussi les excès de la fibre chinoise, de l'ascèse et de la folie.

Que sont devenus les gardes rouges ? Souvent, la curiosité m'a prise de demander si je pouvais retrouver mes guides ou interprètes chinois dévoués. Je n'ai pas osé montrer leurs photos.

Le garde rouge devenu bijoutier

Mais un jour, je me suis rendue avec des italiennes chez la plus grande bijoutière privée de Pékin. Il m'a dit quelques mots en français. Je lui ai demandé ce qu'il faisait pendant la révolution culturelle. Il m'a dit la main autour de son épaule et un bras pour me signaler en riant un brasseur imaginaire. Il m'a raconté qu'il avait été garde rouge à treize ans, que son père le battait pour cela, mais qu'il était même au mouvement malgré sa famille, en raison de sa fascination pour Mao (toujours présente). Il me parla tout en surveillant ses diamants, perles et jades, lapis-lazuli, en s'interrompant pour servir des clients. J'ai appris que beaucoup de ses copains ont quitté la politique et sont passés au commerce, aux agences de voyages, à la direction de l'industrie, à la vente d'enquêtes, à l'administration de la justice comme avocats et magistrats. Il restaure les vases en porcelaine et les statues sau-vées de la destruction des gardes rouges, c'est-à-dire de sa destruction. D'autres de ses anciens

camarades sont rentrés dans la bureaucratie d'Etat, diplomates importants et même membres du Parti chinois, qui les a réhabilités. Dépoliétique fiévreuse partout, activité de marchands, ils n'ont plus « la politique au poste de commande », mais l'import-export. De son trois-casse, il sort un petit écriture : « Pour le peuple, pour le pays, pour moi ». 20 à 30 % du commerce et de l'industrie sont entre les mains du privé, totalement soustraits au contrôle du gouvernement.

Pour le lecteur qui a eu la patience de me suivre jusqu'ici, je dois expliquer à quel titre je suis retournée à Pékin. Je suis allée avec le groupe USPI (Unione Stampa Periodici Italiani) qui a inauguré, avec un succès public fabuleux, la grande exposition de revues scientifiques et littéraires italiennes à Pékin ainsi que de magnifiques gravures de la *Divine Comédie*. L'année prochaine, ce sera le tour de Rome d'accueillir l'exposition des gravures et des revues chinoises.

S'enrichir ou fuir

Je suis allée au Musée de Shenyang avec les experts italiens appelés pour restaurer la mappe-monde de Matteo Ricci, composée de huit panneaux cartographiques et non pas de six, comme le mappe-monde qui est au Vatican ou à Pékin. J'y ai eu avec émotion sous la signature de Matteo Ricci et sous son sceau de jésuite : « Je suis un Européen qui vient de pays très lointains ». Faut-il rappeler que Jean-Paul II a rendu récemment un magnifique hommage à Matteo Ricci ? Malgré les persécutions - vingt-huit évêques et monseigneurs sont dans des camps de travail dans les provinces de Shenyang ou à Shanghai (église de Saint-Ignace), on célèbre plusieurs masses le dimanche. La porte d'idéal, la course effrénée vers la société de consommation, entraînent parfois un regain d'attachement pour une religion qui prêche l'égalité sociale, la justice et même le pardon.

Je suis allée à Beida à la rencontre des étudiants : l'université est toujours sous contrôle policier. De 12 000 étudiants, on est descendu maintenant entre 8 000 et 9 000 (3 000 et plus sont dans les camps ou morts ou disparus depuis juin 1989). Je leur parle à la centaine où on n'entend aucun bruit, sauf celui de la télévision, allumée mais que personne ne regarde. Ils se plaignent de l'absence d'idéaux, de valeurs, de droits. Une seule issue : s'enrichir. Autre issue : s'en aller, fuir à

l'étranger, se marier avec une étrangère. Un jeune professeur au chômage me parle de Mao : « Mao n'était pas corrompu, il n'aimait pas l'argent, c'était un idéaliste, une espèce de Don Quichotte. Voilà la raison de son portrait à Tiananmen... Il y avait pendant la révolution culturelle, malgré ses sauvageries, un esprit de pureté ». De son côté, il sort le cinquième tome des *Discours* de Mao et me dit en riant : « Nous nous servons de Mao pour attaquer les dirigeants actuels, détestés et corrompus. Mais ici la résignation gagne du terrain. Même les étudiants qui se sont réfugiés en France sont oubliés. Le 4 juin a signé un coup d'arrêt trop violent : il y a eu trop de morts parmi nous, nous n'avons plus de force, tout en croyant aux droits de l'homme. L'immobilisme est pareil à notre Grande Muraille ».

En reprenant son symbole, je lui demande s'il ne pense pas que la Muraille de Chine pourrait tomber comme le Mur de Berlin. « Non, c'est autre chose », Orqueilleux réponses : « Vous voyez, la Muraille de Chine est le seul monument de l'homme qu'on peut voir de la Lune ». Fierté pour leur identité chinoise qui est la plus puissante de l'univers, pour leur civilisation de cinq mille ans, la plus ancienne civilisation vivants de notre planète.

Comment résumer mes impressions ? Mécontentement diffus pour l'étouffement de la liberté, contradictions sociales écrites entre nouveaux riches et pauvres. Une gérontocratie de huit personnalités, dont la mort de l'un, sans penser aux suites de la mort de Deng Xiaoping, peut compromettre la fragile équilibre de l'équipe actuelle. Huit cents millions de paysans, qui ont atteint un niveau économique jamais connu, grâce au marché libre de leurs produits, qui semble être la base d'une stabilité, même précaire.

En Chine, la communauté est peut-être morte, comme dans les pays de l'Est. « Parler de communisme en Chine n'a plus de sens », m'ont dit plusieurs fois des étudiants. Mais on attend toujours la déclaration de son décès, encore soigneusement caché par l'appareil. Le dernier visage auquel je songe est celui du jeune peintre qui en évoquant le massacre de Tiananmen, m'a livré cette réflexion : « Quand Picasso a peint Guernica, il a inventé en même temps un nouveau style. Un nouveau style de liberté, de droits. La longue marche de la Chine vers la démocratie continue ».

(1) Francis Devon, *Cinquante jours de Pékin. Chronique d'une révolution assassinée*. C. Bourgois, 1989.

AFRIQUE

ALGÉRIE

Le Front islamique du salut persiste dans son refus de participer à une réunion du gouvernement et des partis politiques

ALGER

de notre correspondant

Si certains avaient encore l'espoir de voir le Front islamique du salut (FIS) participer à la deuxième rencontre entre les partis politiques et le gouvernement, prévue le 22 août, M. Abdelkader Hachani, personnalité qui semble émerge rapidement au sein des dirigeants encore en liberté du principal parti islamiste algérien, a coupé court à toutes les spéculations. Le FIS ne se rendra pas au Palais des Nations. « Je ne veux cohabiter pas », a-t-il dit, vendredi 16 août, que les dernières dispositions prises par les autorités n'encouragent en rien une prise de position favorable à une telle participation.

Ce refus n'est pas une surprise. Le FIS avait déjà refusé comme conditions à sa participation au forum du 30 juillet dernier, la levée de l'état de siège et la libération des huit membres de la plus haute instance du mouvement - parmi lesquels MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, incarcérés dans l'attente d'être déferés devant les tribunaux

militaires. Ces conditions n'avaient pas été honorées et le FIS fut le grand absent d'une réunion médiatisée à l'extrême, mais ayant perdu une bonne part de sa crédibilité du fait, précisément, de cette politique de la chaise vide. Le contact n'a pas cependant été rompu entre le cabinet de M. Sid-Ahmed Ghazali et le parti islamiste. De nombreuses tentatives auraient été faites pour amener le FIS à prendre part à la deuxième rencontre, un FIS qui, selon certaines sources, aurait d'abord hésité, pesant le pour et le contre.

Réflexe d'assiégé

Mais l'on a assisté à un raidissement des militaires qui ont rappelé par des messages très clairs qu'ils n'entendaient pas baisser la garde et comptaient aller jusqu'au bout du processus entamé le 5 juin dernier. L'autorité chargée de l'état de siège a sèchement repoussé l'argumentation du collectif des huit avocats de la défense des islamistes, contestant la compétence des tribunaux militaires à juger leurs clients.

« La rigueur des lois de l'Etat algérien s'exercera sur toutes les voies de droit, en dépit des tentatives de perturbation émanant de parties au procès ou de menaces provenant d'officiers et groupes occultes », soulignait notamment un communiqué que « l'information judiciaire en cours près le tribunal de Bldja contre Abassi Madani et consorts (...) se poursuivra sans relâche jusqu'à son terme normal dans le respect des lois en vigueur ». Enfin, les deux journaux du FIS, *El Moudjahid* (en arabe) et *El Fortane* (en français), ont été suspendus.

Devant ces rappels à l'ordre, le Front islamique du salut, a ignoré les arguments de ses modérés pour emprunter la seule voie susceptible à ses yeux d'apaiser les critiques de la base : le refus. Une décision qui ne doit guère étonner le premier ministre, même s'il a eu la satisfaction d'apprendre qu'un autre parti de l'opposition, le Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Alt Ahmed, absent lui aussi en juillet, participerait au forum du 22 août. (Interim)

TUNISIE

Un Français d'origine tunisienne incarcéré depuis une semaine

M. Magid Sghaier, un médecin de Toulouse, âgé de trente-quatre ans, est détenu à Tunis depuis une semaine, après avoir été interpellé en arrivant de France pour son voyage de noces.

Le ministre français des affaires étrangères, a confirmé vendredi 16 août l'arrestation et l'incarcération de M. Sghaier, d'origine tunisienne, mais naturalisé français depuis septembre 1990. Le dossier de M. Sghaier a été confié à l'avocat du consulat général de France à Tunis. « Pour le moment, a-t-il déclaré encore au Quai d'Orsay, il n'y a pas eu de droit de visite, mais nous comptons bien que le consul puisse l'exercer conformément aux usages », M. Sghaier avait quitté la Tunisie en 1981, alors que, militant islamiste, il était recherché par les autorités tunisiennes à la suite de manifestations érudites. Il avait été condamné à quatre ans de prison par contumace, mais il estimait avoir bénéficié de l'amnistie générale des délits politiques, prononcée en Tunisie à l'occasion de l'accession au pouvoir du président Ben Ali, en 1987, et il pensait pouvoir y retourner sans craintes pour présenter son épouse à sa famille. Les autorités tunisiennes ont fait savoir, mercredi soir, que l'arrestation avait été décidée « en exécution » de la condamnation par contumace, mais sans entendre que l'amnistie ne s'appliquait pas dans un tel cas. (AFP)

MAROC

Une quarantaine d'opposants ont été graciés

Une quarantaine de prisonniers, condamnés pour des « crimes touchant à la sécurité de l'Etat », ont bénéficié de la grâce royale, a indiqué, vendredi 16 août, le ministre de l'information (*le Monde* du 17 août). Parmi les graciés figurent plusieurs militants de l'organisation marxiste-léniniste clandestine *la al Imam*.

« Il ne reste actuellement en détention qu'Abraham Serfaty, condamné à perpétuité pour actes terroristes, pose de bombes et complicité, et trois de ses complices », a précisé le ministre. Selon l'agence officielle MAP, M. Serfaty et « ses trois acolytes » ont pu bénéficier de l'amnistie, car ils ont « cru bon de se prononcer contre la monarchie du Sahara ».

Cette version des faits, laissant entendre que les prisonniers graciés auraient fait allégeance, par écrit, au souverain chérifien, est vivement contestée dans certains milieux marocains. Selon l'Association de défense des droits de l'homme (ASDHOM), « les détenus politiques n'ont jamais signé aucun document de demande de grâce, encore moins un texte de soutien à la politique du gouvernement ».

Dans la liste des prisonniers graciés figurent notamment MM. Hassan Aharat et Noureddine Jouhari - « dont l'état de santé reste très préoccupant », affirme l'ASDHOM - le poète Ali Idressi Kaïtouni - dont le recueil de poèmes *Etincelles*, jugé « offen-

sant » pour le roi, lui avait valu une condamnation à quinze ans de prison - ainsi que MM. Abderrahmane Nouda et Driss Benzekri, et MM. Saadia Kabil et Nezha Benoussi. Démentant les affirmations du pouvoir, l'association indique que, « si ce jour, sept cent quatre-vingt huit détenus politiques restent otages du gouvernement ». On ignore toujours si la grâce s'appliquera aux « morts vivants » du bagne de Tazmamart.

Par ailleurs, deux cent soixante-neuf personnes originaires du Sahara occidental, arrêtées pour collusion présumée avec le Front Polisario, ont également été libérées sur ordre du roi, a indiqué, vendredi, l'agence MAP. Ces mesures interviennent à quelques semaines de la réunion, à Genève, du Comité des droits de l'homme des Nations unies sur le respect, par le Maroc, de la Convention internationale sur les droits civils et politiques.

C. S.

□ COTE-D'IVOIRE : l'armée va se retirer du campus universitaire d'Abidjan. - Le gouvernement a décidé, mercredi 14 août, de retirer l'armée du campus de l'université d'Abidjan et a fixé au 9 septembre la reprise des cours. Les poursuites engagées contre des militants étudiants vont être suspendues, les autorités promettant, par ailleurs, de rétablir la « liberté de réunion à caractère non-académique sur le campus ». (AFP)

POLITIQUE

La Nouvelle-Calédonie inédite

Suite de la première page

Certains fonctionnaires croient les doigts en espérant que les dirigeants des provinces canaques, novices en affaires, ne se feront pas abuser.

L'Etat, certes, ne réprime plus. Mais il continue à frôler avec ses flatteries. M. Marie-Claude Tiliou (1), la veuve du dirigeant canaque assassiné, est sortie de ses gonds lorsqu'elle a appris que le ministre de la culture envisageait de lui décerner la Légion d'honneur. « On lui réserve aux bons Français. Surtout une bonne Française », dit-elle. Un bon embarras, le bant-commissariat de Nouméa a jugé plus sage d'enterrer le projet. Et que dire - entre vieille histoire - de ces incongruités du « développement » ? Tandis que sortent de terre, flamboyants, les bungalows du Club Méditerranée de Henghane, un s'aperçoit que rien n'est prévu pour que les tribus locales appréhendent les gentils cuisiniers en fruits, légumes et poissons. Plus tard, on discutera à nouveau sur « l'économie d'usage » du Caillou.

Un scénario nouveau

Le visiteur n'y échappera pas : la chronique locale lui rapportera malicieusement les banalités chancelantes et autres énoncements réticulaires entre notables nouméens. Si M. Jacques Lafleur, président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), entretient des rapports échauffés avec les groupes Fénaco et Baillande, rivaux en affaires, il a enterré la hache de guerre avec M. Didier Leroux, patron des patrons, dont l'indépendance d'esprit avait fort déplu à une époque. Pour sûr, le feuillet des laines de miel et des disgrâces connaît de prochains rebondissements. On en fera ses gorges chaudes tout autour de la place des Cocotiers.

Ainsi va la Nouvelle-Calédonie éternelle, avec ses tragi-comédies vives et revues jusqu'à plus soif. D'où vient, alors, ce sentiment qu'un scénario franchement inédit pourrait pourtant, cette fois, être à l'affiche ? Est-ce le fait de voir de plus en plus de canaques dans les restaurants de Nouméa ou flâner le long de la corniche de l'Anse Vata, espèces à la lisière desquels ils ne se hasardent guère jusqu'à présent ? Est-ce le constat, fait par certains enseignants, que les élèves canaques, jadis effacés, pointent davantage des index curieux en classe ? Nul doute, les canaques se sentent plus de simples figurants, et c'est bien là une nouveauté. Ils s'installent, acteurs de la plus en plus décomplexée, au cœur de la scène. Mieux : ils ne reçoivent plus nécessairement un texte écrit par d'autres.

Il n'est guère de meilleur exemple de cette lente mais irrésistible mutation que l'avènement de la Société minière du Sud Pacifique (SMSP), la compagnie que Jacques Lafleur a vendue en avril 1990 à la province Nord, contrôlée par le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS). En moins d'un an, la SMSP s'est imposée comme un opérateur dynamique dans le jeu économique calédonien au point de tenir la dragée haute aux poids lourds locaux.

Tout en absorbant une autre petite société minière, elle faisait brécher le groupe Baillande dans des négociations sur des commissions

à verser pour du minerai exporté vers le Japon. Mais surtout, elle a tenu tête à M. Jacques Lafleur : une première fois lorsqu'elle a refusé la direction provisoire de la société - animée par le propre fils du député RPCR - la seconde fois à propos de facturation controversée de l'utilisation d'un hélicoptère. M. Lafleur prit ce double camoulet pour de l'ingratitude.

Car le président du RPCR cherche à se poser davantage en tuteur bienveillant qu'en adversaire retors des indépendantistes, notamment ceux de l'Union calédonienne (UC) composante majoritaire du FLNKS) jugés plus modérés. Paternel, il s'applique à leur « expliquer » les choses, quitte à s'irriter ostensiblement quand des fonctionnaires d'Etat commettent l'imprudence de jouer, eux aussi, aux conseils bien intentionnés.

Hanté par le souvenir de Jean-Marie Tjibaou, M. Lafleur se considère comme le seul dépositaire, surtout depuis la démission de M. Michel Rocard, de l'héritage des accords de Matignon. L'homme fort du Caillou - il l'est

plus na manquent pas de ce renforcement méthodique d'une féodalité qui pèsera très lourd dans les futurs équilibres du territoire.

Le RPCR est conscient que la prochaine partie de bras de fer se jouera dans le Grand Nouméa, vitrine alléchante vers laquelle convergent Canaques de brousse et des îles Loyauté, mais aussi Polynésiens de l'archipel de Wallis-et-Futuna, juifs aléas politiques et aujourd'hui sources de toutes les inquiétudes. Au haut-commissariat, on parle des quartiers populaires du chef-lieu en évoquant le syndrome du Chaudron de La Réunion (2).

La perçure du syndicat Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités (USTKE) - rival de l'Union calédonienne au sein de la brousse indépendantiste - ne fait qu'illustrer, quel mécaniquement, cette nouvelle donne sociale dans le Sud. Non dépourvue d'arrière-pensées politiques, l'USTKE est incontestablement appelée à jouer un rôle central ces prochaines années.

La brousse et les îles Loyauté ne sont pas pour autant absentes des préoccupations des signataires des accords de Matignon. Alors que la fraction de la direction indépendantiste se notabilise - M. Léopold Jorédié, président de la province Nord, guine la députation pour 1993 - certaines canaques continuent de fermenter en tribu.

Les accords de Matignon...

Le dimanche 26 juin 1988, à 4 heures du matin, sous l'égide de M. Michel Rocard, premier ministre, un accord est conclu, à l'hôtel Matignon, entre une délégation du RPCR conduite par M. Jacques Lafleur et celle du FLNKS, dirigée par Jean-Marie Tjibaou. Le 15 juin, les deux hommes avaient été reçus par le premier ministre, qui les avait invités à engager des pourparlers sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Au terme de négociations ouvertes le 23 juin, les deux parties acceptaient, dans une déclaration commune, la reprise en main par l'Etat, pendant un an, de l'administration du territoire, ce qui équivalait à une mise entre parenthèses du statut Paris, lequel donnait à un conseil exécutif l'autorité administrative. Deux annexes à cette déclaration prévoyant qu'un projet de loi sur les futures institutions du territoire serait soumis à référendum. [ce référen-

dum a eu lieu le 6 novembre 1988] et qu'un scrutin d'autodétermination serait organisé en 1998.

... et celui de la rue Oudinot

Le samedi 20 août, à 5 heures du matin, les délégations du RPCR et du FLNKS, conduites, respectivement, par M. Dick Ukaivé et par Jean-Marie Tjibaou, signent au ministère des DOM-TOM, rue Oudinot, un protocole d'accord sur l'avancement de la Nouvelle-Calédonie pour dix ans, jusqu'à l'organisation du scrutin d'autodétermination. Les signataires sont convenus, de la composition du corps électoral qui sera appelé à voter en 1998, des mesures d'accompagnement social, économique et culturel et de l'annulation des militants canaques incarcérés.

A Thio, la coopérative FLNKS a été ciblée par une bande de jeunes déconvoqués, anciens activistes démolis, qui reprennent goût aux graffiti ultras. Dans le même temps, la gendarmerie enquête sur une crispation de ses rapports avec certaines chefferies, surtout dans les îles Loyauté, qui réclament, à la fois comme l'administration et les élus politiques canaques, une restitution de leurs prérogatives coutumières. Ces indices épars et très localisés de mauvaise humeur ne suffisent pas à forger une coalition, encore moins une alternative. Ils nuancent simplement un tableau qui serait naïf de vouloir trop idéaliser.

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS a été assassiné par des extrémistes canaques le 4 mai 1989, à Ouvéa.

(2) Le Chaudron, quartier populaire de Saint-Denis-de-La-Réunion a été le théâtre, en février dernier, d'incidents très violents provoqués par la saisie du matériel de la télévision pirate, TSM Free-DOM.

Les futurs équilibres

Bien sûr, cela n'empêche nullement l'appareil du RPCR et ses relais économiques de resserrer de plus en plus les boulons dans le bled européen de la province Sud. Sait-on jamais ce que l'avenir réserve ? Rachet en cascade par le groupe Le Pen et lui-même infatigable - il est maintenant en situation de quasi monopole - offensive sur les transports urbains, manœuvres autour de la bibliothèque Bernheim : les exem-

EN BREF

□ M. Bayrou est hospitalisé pour plusieurs jours à la suite d'un accident. - M. François Bayrou, député (UDC) des Pyrénées-Atlantiques, secrétaire général de l'UDF, a été hospitalisé dans la soirée du 15 août à Pau, puis transféré vendredi 16 août au service de traumatologie du CHR Pellegrin, à Bordeaux, à la suite d'un accident ayant provoqué une double fracture au niveau du rachis cervical et le tassement d'une vertèbre. M. Bayrou, âgé de quarante ans, se trouvait chez des amis près de Pau. Il a fait une mauvaise chute qui l'a laissé sans connaissance et paralysé pendant quelques minutes. Une intervention chirurgicale ne sera pas nécessaire, mais le député des Pyrénées-Atlantiques devra rester hospitalisé pendant plusieurs jours, avant une convalescence de plusieurs semaines, suivie du port d'une minerve pendant deux mois.

□ Le Front national est malade. - La fédération du Gard du Front national a annoncé, vendredi 16 août, à Nîmes, qu'elle maintient son rassemblement le 1^{er} septembre en présence de M. Jean-Marie Le Pen, à Méjanès-les-Alpes, malgré un arrêté du maire de cette commune, M. Jean Roux (divers droite), l'interdisant « pour des raisons de sécurité et de maintien de l'ordre » (*le Monde* du 16 août). M. Locrain de Saint-Affrique, secrétaire fédéral du parti d'extrême droite, a indiqué que M. Le Pen et lui-même avaient chargé leurs avocats de préparer d'éventuelles poursuites auprès des tribunaux administratifs afin de neutraliser les velléités répressives d'un maire (...) qui commet un abus de pouvoir manifeste.

□ M. Collinet (Front national) proteste contre l'installation d'une école de théologie islamique dans le Maroc. - M. Michel Collinet, conseiller régional de Bourgogne, membre du bureau politique du Front national, a protesté, vendredi 16 août, contre le projet d'installation d'une école de théologie islamique à Saint-Léger-de-Fougères, dans la Nièvre. « Après l'assassinat de Cha-

pour Bokhito, après la décision des « faux d'Allah » de condamner à mort les femmes ne portant pas le tchador, le gouvernement français va-t-il autoriser cette installation ? », a demandé M. Collinet, qui s'est affirmé résolu à s'opposer à ce nouvel acte d'inconscience par tous les moyens légaux.

□ Disposition de plaques commémorant l'appel du 18 juin en Haute-Saône. - Les gendarmes de Gray (Haute-Saône) ont reçu des plaintes d'une dizaine de maires des environs à la suite de la disposition de plaques commémorant l'appel du 18 juin 1940 scellées sur les monuments aux morts. Pour les élus locaux, ce qui, au départ, pouvait passer pour une mauvaise plaisanterie ou un acte de vandalisme inféché ressemble aujourd'hui davantage à une action « politique » préméditée : les plaques, identiques, ont toutes été apposées en 1990 à l'occasion du cinquantième de l'appel lancé par le général de Gaulle. (Corresp)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Breuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDOPUB 206 128 F
Tél. : 04-63-90-12 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Régie France SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 38-15 - Taper LEMONDE
ou 38-15 - Taper LEM
Imprimerie
du Monde
12, r. M. Camille
94512 IVRY

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.788

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BREUVE-MÉRY
94552 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : (1) 40-65-30-10
Tél. : 281.311F

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 347
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEP
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'insérer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SCIENCES

Les eaux polaires traquées sous l'équateur

L'« Atalante » entame sa deuxième campagne océanographique

Le navire français océanographique l'Atalante a entamé au large de Dakar, mercredi 14 août, sa deuxième mission d'exploration scientifique. Organisée par un laboratoire mixte CNRS-IFREMER dans le cadre du Programme international d'observation et de modélisation de l'océan (WOCE), la campagne Romanche-1 étudiera, jusqu'au 4 septembre, le cheminement des eaux polaires sous l'Atlantique équatorial.

Lancé en décembre 1990, (le Monde du 30 octobre 1990), l'Atalante, dernier-né de la flotte de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), effectuait un mois plus tard sa première campagne, l'Euroméditerranée-2 (1). En plein milieu de l'Atlantique, il se penche aujourd'hui sur les eaux polaires. Trois semaines durant, une vingtaine de chercheurs et de techniciens vont y étudier la circulation des eaux profondes en provenance de l'Arctique et de l'Antarctique par 15 degrés de longitude ouest, au niveau de la zone de fracture équatoriale de la dorsale médio-

atlantique. Dans l'Atlantique, les eaux d'origine arctique se situent entre 2 kilomètres et 4 kilomètres de profondeur, celles d'origine antarctique entre 4 kilomètres et le fond marin. Lorsqu'elles parviennent à l'équateur, ces masses d'eau froide se retrouvent libres de se propager vers l'est. Mais elles se heurtent alors à la dorsale médio-atlantique, une chaîne de montagnes d'origine volcanique qui culmine vers 2 500 mètres du nord au sud de l'Atlantique. Pour franchir la dorsale et progresser vers l'est, les eaux les plus profondes ont plus qu'une solution : s'enfoncer dans la zone de fracture équatoriale Romanche (du nom du navire français qui la découvrit au début du siècle), dont les 7 800 mètres constituent l'un des points les plus profonds de l'Atlantique.

Topographie des fonds

Lien de passage obligé des eaux polaires, le site choisi pour la campagne Romanche-1 ne doit donc rien au hasard. « Les eaux polaires se mélangent au niveau de l'équateur avec les eaux environnantes, il se produit donc cette région un réchauffement des eaux les plus

froides, qui retournent alors vers leur source aux latitudes polaires », précise M. Hervé Mercier, responsable IFREMER de la mission à bord de l'Atalante. La progression des eaux équatoriales constitue ainsi un élément-clé pour étudier l'équilibre climatique de la planète, l'un des buts fondamentaux du programme international WOCE (World Ocean Circulation Experiment).

Organisée par le laboratoire de physique des océans de Brest (unité mixte CNRS-IFREMER) en collaboration avec plusieurs équipes de recherche (2), la campagne Romanche-1 fera largement appel à l'équipement scientifique de l'Atalante. A commencer par le sondeur multifonctions norvégien EM-12, véritable batterie de sonars capable de dessiner en temps réel, informatique à l'appui, la topographie des fonds sur une largeur égale à trois fois la profondeur d'eau (soit 18 000 mètres pour une profondeur de 6 000 mètres).

A côté de ce travail de cartographie marine, d'une précision sans précédent dans cette région du monde, les chercheurs mesureront différents paramètres (température, salinité, teneur en sels minéraux, en oxygène dissous et en gaz Fréon) en trente-deux points de la

verticale, afin de déterminer l'origine et la progression des eaux observées. En fin de mission, les responsables de Romanche-1 sélectionneront ensuite huit sites de mouillage destinés à placer des bouées océanographiques. Déployés en 1992 par un navire de l'IFREMER (campagne Romanche-2) et laissés sur place pendant deux ans, ces derniers permettront de mesurer précisément le flux d'eau froide entrant dans le bassin de l'Atlantique.

CATHERINE VINCENT

(1) La campagne Euroméditerranée-2, effectuée au large de la Mauritanie et des îles Canaries dans le cadre du programme international d'études de flux océaniques, visant à préciser, sur trois sites, le flux de particules allant de la surface au fond de la mer.
(2) Outre l'unité mixte CNRS-IFREMER de Brest, la campagne Romanche-1 réunit des chercheurs et techniciens de l'ORSTOM (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération), des universités de Brest et de Strasbourg, du laboratoire d'océanographie dynamique et de climatologie de l'université Paris-VI, du Centre d'études océaniques (CEN) de Sablet et du Groupe de recherche en géodésie spatiale (GRGS) de Toulouse.

MÉDECINE

Pour protester contre l'attitude des Etats-Unis à l'égard des séropositifs

La conférence internationale sur le sida n'aura pas lieu à Boston

La huitième conférence internationale sur le sida, en mai prochain, n'aura pas lieu, comme prévu, à Boston. Elle se tiendra dans un autre pays que les Etats-Unis, qui devrait être fixé d'ici un mois, a annoncé, vendredi 16 août, le président du Harvard Aids Institute chargé de son organisation, le docteur Max Essex. Cette décision fait suite au maintien, par les autorités américaines, des mesures de restriction appliquées aux étrangers séropositifs à l'entrée des Etats-Unis.

« Il est essentiel d'assurer un accès facile aux scientifiques et aux citoyens du monde entier à la conférence internationale sur le sida », a expliqué le docteur Max Essex. Malheureusement, il est actuellement impossible d'apporter l'assurance que la politique américaine de l'immigration autorisera les individus contaminés par le virus HIV, professionnels de santé et autres participants indispensables, à assister à la conférence de 1992. « Même dans l'éventualité d'une nouvelle orientation de la politique américaine, rien ne permet de dire que celle-ci ne

serait pas modifiée ou révisée par la suite, note-t-il.

Le président américain George Bush a regretté la décision de l'université de Harvard mais a défendu la politique américaine. « Nous dépensons quatre milliards de dollars par an pour la recherche [sur le sida], a-t-il déclaré, vendredi 16 août, à Kennebunkport (Maine). Notre politique est bonne et juste ». Le 23 janvier dernier, le secrétaire américain à la santé, le docteur Louis Sullivan, avait proposé qu'à compter du 1^{er} juin 1991 la liste des maladies infectieuses limitant l'entrée sur le territoire américain soit réduite à la seule tuberculose. Ce projet, décrié par les groupes de pression les plus conservateurs du pays, n'avait pas été mis en œuvre.

Le docteur Max Essex a confié la présidence de la prochaine conférence au docteur Jonathan Mann, professeur d'épidémiologie à l'école de santé publique de Harvard et ancien directeur du programme mondial de lutte contre le sida de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

M. L.

Les Albanais en France : la fin du rêve

Suite de la première page

« Tout cela a demandé du travail, bien sûr, explique Marie-France Chaffain, la directrice du centre communal d'action social, mais nous avons été épaulés par des familles de Sainte-Menhouald qui ont accepté de devenir les « correspondants » des Albanais. Ces familles d'accueil étaient à leurs côtés pour les aider, notamment lors de leurs démarches administratives. »

Aujourd'hui, cette période d'apprentissage est terminée. Les mesures mises en place lors de leur arrivée ont pris fin, et il leur faut désormais se débrouiller seuls. La transition est rude : dérootés par l'administration française, bien des Albanais ont pris l'habitude de se reposer sur les services sociaux. L'assistance sociale est maladroite, explique Robert Gauthier à une famille albanaise anglophone à l'idée de se passer quelques semaines de son aide. Mais vous n'êtes pas les seuls à être privés d'aide : cette dame s'occupe de vingt-cinq Albanais et de quatre mille Français ! Nous jurons le maximum pour vous aider, mais il faut que vous compreniez que vous n'êtes plus des privilégiés. Maintenant, vous êtes comme tous les Français. Pour le travail, c'est la même chose : vous n'avez pas tous trouvé d'emploi, mais n'oubliez pas qu'il y a des gens qui n'ont pas de diplôme, et que la région de Sainte-Menhouald, il y a près de cinq cents chômeurs. »

Parti pour dire la vérité

Beaucoup n'imaginent sans doute pas la France ainsi. Isolés depuis cinquante ans au cœur du dernier pays stalinien d'Europe, la plupart s'étaient fait de la France une image d'Épinal. Un curieux mélange de respect des droits de l'homme et de confort pour tous, entrecoupé dans les journaux diffusés par la télévision italienne. Combien savaient que la France compte deux millions six cent mille chômeurs ? Combien connaissaient l'existence de ces banlieues où nombre d'entre eux habitent aujourd'hui ? « Ils sont arrivés très brutalement, sans idée

précises sur ce qu'ils allaient trouver ici, explique-t-on au ministère des affaires sociales. La plupart d'entre eux croyaient arriver dans un paradis où ils leur offrirait travail et logement sur-le-champ. »

Malgré les efforts d'accueil, de formation et de socialisation des autorités françaises, beaucoup ont été déçus. Perdus, aussi. « Tout, ici, était différent de ce qu'ils avaient connu », explique Nicole Pierre, dite Mery, institutrice qui s'est occupée des enfants albanais de Sainte-Menhouald. Les magasins, les voitures, l'abondance : tout les surprenait. Mais leur a une ferme de cent quarante hectares qui compte deux cents animaux. Ils avaient du mal à croire qu'il y avait tous émerveillés par l'électroménager, choqués lorsqu'ils voyaient des femmes se promener en short. Le changement a été très brutal : l'adaptation demande forcément du temps. »

Certains vont pourtant vite, parfois très vite. Ce sont ceux qui parlent d'émigration du système policier albanais, de leurs amis emprisonnés, de l'absence de liberté. Ceux qui disent avoir eu maille à partir, avant leur départ, avec la Securitate, la police politique roumaine. Dans les mairies, les services d'accueil, les administrations, on les appelle volontiers les « vrais » réfugiés politiques. La plu-

part sont des « intellectuels » : étudiants, journalistes ou typographes. « Ce sont les seuls à suivre de près l'évolution politique de l'Albanie, note un animateur. Au moment des élections, ils en parlaient beaucoup, ils lisaient les journaux, on les sentait frustrés de ne pouvoir en savoir plus. Les autres s'intéressaient à peine au processus en cours. »

Genc Gjoka et sa femme étaient tous deux typographes dans une imprimerie polygraphique de Tirane. Installés aujourd'hui dans une HLM de Sainte-Menhouald, ils ont perdu le contact avec leurs proches restés ou détenus ces dernières années en Albanie. Présents lors des premières manifestations, ils sont entrés dans les ambassades dès leur ouverture au début du mois de juillet 1990.

« Deux mai d'attente, j'ai sept semaines qui sont en prison pour des raisons politiques », affirme-t-il. Quand tout s'est précipité, moi-même, moi dit : « Tu as le droit de partir. » Je sais que je suis plus utile ici que là-bas. Ici, je peux dire la vérité. »

Malentendu et déception

Alors que la plupart de ses camarades se réunissent avant tout de l'abandon découverte en France, Genc parle d'émigration de la tranquillité de ses nuits. « Ici, dit-il, le Securitate ne vient jamais vous réveiller pendant votre sommeil. » Accueilli comme stagiaire dans une imprimerie de Châlons-sur-Marne en compagnie de sa femme, Genc, qui a vite appris à parler français, mentionne spontanément une seule déception : la taille des bâtiments de l'association France Terre d'asile, à Paris. « On pensait que ce serait aussi

grand que l'Opéra de la Bastille, raconte-t-il dans un sourire. En fait, c'est tout petit. »

Ces réfugiés se sentent vite déçus. La plupart d'entre eux parlent français, et certains ont même quitté le dispositif national d'accueil avant son terme, le 28 février dernier. Agron Bodinac, qui a encore en poche sa carte de reporter-photographe de l'Agence télégraphique albanaise, n'a pas attendu que les services sociaux lui proposent un stage d'orientation professionnelle. Au mois de janvier, alors qu'il travaillait dans les usines de fabrication de tubes de plastique (RMI), Agron a décidé de tenter sa chance dans une usine non loin de Sainte-Menhouald.

Pendant trois mois, cet ancien reporter-photographe a travaillé de nuit, en 2x8, sur une chaîne de fabrication de tubes de plastique. Ce travail lui a permis de mettre une partie de son salaire de côté afin de s'acheter au plus vite un appareil-photo. « Je ne suis pas venu pour trouver un confort matériel », explique-t-il. A Tirane, j'habitais une grande maison et j'avais des conditions de vie plutôt satisfaisantes. Cela ne m'empêchait pas, à la fin, d'être déçu. Maintenant que je suis ici, je voudrais faire quelque chose pour mon pays. Si je ne le fais pas, ce n'est pas la peine de partir. »

La vie, pourtant, n'est pas facile. Son travail en usine a pris fin au mois de mai, et les emplois qui lui ont été proposés, toujours sur des chaînes de montage, n'ont pas été retenus. Agron se trouve à Châlons-sur-Marne. Agron Bodinac n'a pas de voiture, et les foyers de la ville sont complets. Il lui faut donc chercher à nouveau et continuer à démontrer sa fiabilité. Un jour, il a eu la chance à Paris. « Il me faut reprendre ma vie au début, note-t-il, retrouver ici tout ce que j'ai perdu en quittant l'Albanie : un logement, une formation, un travail, des amis. Je recommence une deuxième vie. C'est dur, mais je l'ai choisi. »

Pour d'autres, le voyage est plus rude. Tentés par un Occident de rêve, beaucoup se sont engouffrés dans les ambassades sur un coup de tête. La déception est à la mesure de ce malentendu : la France leur a offert les libertés attachées au statut de réfugié politique, mais leurs conditions de vie ont finalement peu changé. Certains ont même découvert la pauvreté des sans-emplois de la capitale. « Je rêvais d'une grande maison avec dix pièces, et je dors dans une salle avec cinquante-deux personnes », lance Haxhi Daizi, qui habite provisoirement dans un foyer de l'Armée du salut de Paris au mois de mai. Le foyer ouvre le soir, à 8 heures et il faut partir le matin à 7 heures. Que faire avant et après ? »

« Ici, le travail est dur »

Haxhi, qui était tourneur en Albanie, a obtenu au début du mois de décembre, au Perreux-sur-Marne, un stage d'apprentissage du français qui pourrait être suivi d'une formation « préqualifiante » aux imprimés, mais les débouchés ne sont pas assurés. La langue, les conditions de vie, les habitudes de travail : tout se conjugue pour rendre les choses difficiles. Les métiers eux-mêmes n'ont souvent

L'insertion en Périgord

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

Au début de l'été 90 une cinquantaine d'Albanais étaient arrivés en Dordogne à l'initiative de M. Roland Dumais. Aïdés financièrement par l'Etat, plusieurs associations de la région de Périgoux avaient pris en charge ces candidats à l'exil. Rapidement les éducateurs sollicités pour cette opération d'hébergement et d'accueil avaient éprouvé quelques difficultés à « encadrer » ces nouveaux venus. Certains d'entre eux s'étonnaient qu'on ne leur fournisse pas de billet pour assister aux matches de football. Il y avait également eu des incidents avec d'autres réfugiés, d'origine vietnamienne. Et l'office départemental d'HLM de la Dordogne, inquiet de la montée de ses factures téléphoniques, s'était aperçu qu'un locataire albanais avait réussi à brancher un interphone d'escenseur sur l'interphone.

Progressivement les choses sont rentrées dans l'ordre.

DOMINIQUE RICHARD

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5587
HORIZONTALEMENT

1. Peut raser les murs. Carré, c'est un domaine réservé. - II. Utile en cas d'embarras. Pas gracieux pour le titre. - III. Une bûche. De belles paroles. - IV. Quand elle est maligne, il y a du charbon. Releve les épaves. - V. Proposition. Règles. Esprit. - VI. Un dictionnaire. - VII. La pointe de l'aiguille. Pas du tout fidèle. - VIII. Le tout fidèle. - IX. Botte pour ranger les verres. Fit un travail d'arboriculteur. Il faut bien jouer pour le crever. - X. Complètement en liquidation. Un beau parler. Terminaison savante. - XI. Possessif. Apparu. Sans changement. Supplément. - XII. Quand elles sont noires, ne sont pas lumineuses. Mets en culottes. Proposition. - XIII. Fromage. Qui était dans la porte de Watson. - XIV. Qui a beaucoup circulé. Ancien royaume. Etat d'Afrique. - XV. Privé de chef. Grimpe facilement. Pronom.

VERTICALEMENT

1. Qui peuvent faire un grand trou. - 2. Prendre la moitié. Une couleur qui change avec les parties. - 3. Sont toujours plets. Sécrétion vieillesse. Vient de Belgique. - 4. Agrément d'autrefois. Supprime. Descend du Caucase. Unit. - 5. Comme une cité ancienne. Coule en Afrique. - 6. Pronom. Dieu, pour les malades. Patrie de philosophes. - 7. Avec un accent grave. Place de chertre. - 8. Servie dans un pub. Fête. Un petit grain. - 9. Dieu. De l'eau douce. Matière pour boucher. - 10. Plat. Dans les Alpes. Maritimes. Peut marquer le début d'une nouvelle période. - 11. Faire

sauter. Conjonction. - 12. Deux cantons dans l'eau. Note. Comme celui qui vient de prendre un coup de râteau. - 13. Mit en balance. Appartient au passé. Doivent végéter. - 14. Peut courir dans les prés. Vieux jours. On n'en sort pas toujours facilement. - 15. Qui ont dû s'éloigner. Outragèrent une reine. Naus évite d'avoir des empoles.

Solution du problème n° 5586

Horizontalement

I. Pansement. - II. Obéir. Ci. - III. Mercuriales. - IV. Pif. Guéri. - V. Il. Pe. - VI. Sialomaur. - VII. Tétine. Er. - VIII. Est. Smaie. - IX. Is. Nus. - X. Clé. Or. - XI. Pralinage.

Verticalement

1. Pompiers. - 2. Abelles. Or. - 3. Nerf. Attis. - 4. Sic. Pl. Sel. - 5. Erigeons. - 6. Eu. Memnon. - 7. Ecrite. Aurs. - 8. Nier. Uélé. - 9. Sierra. Ré.

GUY BROUTY

Après Tokyo, les scandales financiers ébranlent New-York

Les têtes tombent à Wall Street

Le « roi » démissionne. Le patron de Salomon Brothers, l'une des principales banques d'affaires de Wall Street, M. John Gutfreund, doit annoncer dimanche son départ, certains de ses collaborateurs ayant commis, il y a quelques mois, de graves irrégularités sur le marché des fonds d'Etat. Il y a deux jours, les dirigeants de la First American Bankshares, l'une des principales banques de Washington, impliqués dans l'affaire de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), avaient déjà été poussés à la démission par la Réserve fédérale (le Monde du 15 août).

Comme à Tokyo donc, où la série en cours de scandales financiers provoque une hécatombe parmi les dirigeants des grandes maisons de titres (le ministre de l'économie, M. Hashimoto, lui-même, pourrait être conduit à la démission au cours de la semaine à venir), l'establishment new-yorkais - dont M. Gutfreund est un éminent représentant - est à son tour frappé. Sa décision est courageuse, mais sans doute normale outre-Atlantique. Imagine-t-on la président d'une banque française annonçant sa démission parce que l'un de ses cadres aurait commis quelque infraction ou qu'il aurait engagé des sommes importantes sur quelque avenir du cinéma ? Aux Etats-Unis comme au Japon, le « chairman » est responsable devant son conseil des faits et méfaits de ses collaborateurs. Il ne peut invoquer l'ignorance. L'intérêt de la firme prévaut sur celui du dirigeant. Comme il l'affirme, M. Gutfreund quitte la présidence de Salomon pour sauver l'affaire. Il ne saurait cependant être question de faire preuve de naïveté. Les démissions en série, au Japon comme aux Etats-Unis, sont parfois de « vrais-faux » départs. Comme le rappelle avec ironie l'hebdomadaire britannique *The Economist* (daté du 17 août), le patron de Nomura Securities, la principale maison de titres mondiale, a déjà démissionné deux fois. Il est toujours employé par la puissante institution. Même s'il quitte Salomon, M. Gutfreund ne devrait pas rencontrer de difficultés pour retrouver du travail. Et on ne sait pas si les fraudes révélées n'ont pas été couvertes, en toute connaissance de cause, par le patron de Salomon, un homme réputé pour tenir son affaire bien en main. Les temps sont durs à Wall Street. Il peut parfois être tentant de prendre quelques risques supplémentaires, quitte à oublier, un temps, les règles et l'éthique des affaires.

ERIK IZRAELWICZ

Baisse des prix de 0,2 % en juillet

L'inflation se ralentit en Grande-Bretagne

L'indice britannique des prix à la consommation a enregistré une baisse de 0,2 % en juillet, a annoncé vendredi 16 août l'Office central des statistiques. Cet excellent résultat ramène la hausse des prix en rythme annuel à 5,5 % en juillet contre 5,8 % en juin, alors qu'elle avait atteint jusqu'à 10,9 % à l'automne dernier. Le gouvernement s'est fixé un objectif de hausse des prix limitée à 4 % pour l'ensemble de 1991. Le ralentissement de la hausse des prix devrait permettre la poursuite de la politique d'assouplissement de crédit. Le taux de base de la Banque d'Angleterre est déjà passé de 15 % à 11 % depuis octobre 1990.

Les dirigeants de Salomon Brothers démissionnent

Deux des trois principaux dirigeants de la maison de titres new-yorkaise Salomon Brothers, M.M. Gutfreund et Strauss, ont annoncé, vendredi 16 août, leur intention de démissionner, dimanche 18, à l'occasion d'une réunion exceptionnelle du conseil d'administration de leur société. Bien qu'informés dès avril d'irrégularités commises par des collaborateurs de la firme sur le marché des fonds d'Etat, ils n'en ont averti les autorités qu'il y a quelques jours (le Monde du 18 août).

WASHINGTON

correspondance

Les dirigeants de Salomon Brothers (SB), une des trois plus importantes institutions financières autorisées par le gouvernement à opérer sur le marché des bons du Trésor, ont annoncé leur démission. M. John Gutfreund, une des personnalités les plus marquantes de Wall Street, souvent appelé « le roi » en raison de son autorité, chairman de la célèbre maison de titres, ainsi que M. Thomas Strauss, président de la société, ont expliqué leur décision par le souci de protéger leurs neuf mille

employés ainsi que leurs clients. « Nous ne pouvons accepter que notre regrettable erreur de n'avoir pas agi rapidement, quand nous avons appris en avril un achat non autorisé, pénalise notre institution », ont-ils déclaré. Les dirigeants de SB s'efforcent de limiter les dégâts causés par la révélation que trois courtiers de la société avaient, à plusieurs reprises, acheté des bons du Trésor au-delà de la limite de 35 % imposée par la réglementation à chaque société habilitée à intervenir sur le marché des bons du Trésor. En outre, les courtiers avaient procédé à des achats pour le compte de clients qui ne leur en avaient pas donné mandat.

Une faute majeure

Mais la faute majeure des dirigeants de Salomon Brothers est de n'avoir pas fait connaître aux autorités fédérales les achats faits par leurs subordonnés dont ils avaient pris connaissance dès avril. Cette défaillance porte un coup sévère à la bonne réputation de SB. Elle entame le climat de confiance nécessaire au bon fonctionnement d'un marché important (119 milliards de dollars par jour) où les nouvelles émissions de bons du Trésor sont vendues pour financer l'énorme dette

nationale (2,2 trillions de dollars). Les opérations de ce marché reposent essentiellement sur la bonne foi et l'honneur de ceux qui y participent. En quelque sorte, les dirigeants de SB ont failli à leur obligation fondamentale. De ce fait, l'enquête pourrait aboutir non seulement à des sanctions financières mais aussi à faire perdre à Salomon Brothers son statut de principal opérateur sur ce marché.

D'autre part, SB est actuellement l'objet de diverses enquêtes du ministère des finances, de la Réserve fédérale, de la commission de surveillance de la Bourse et du ministère de la justice concernant d'éventuelles violations des règlements du marché mais aussi des infractions à la loi antitrust. Craignant que le scandale ne prenne une trop grande ampleur, plusieurs clients ont laissé prévoir qu'ils pourraient réexaminer leurs relations avec Salomon Brothers, dont les actions à Wall Street ont brutalement baissé.

M. Warren Buffett, l'un des principaux actionnaires individuels de Salomon Brothers, un homme d'affaires connu à Wall Street, devrait être nommé, à titre provisoire, chairman et CEO (PDG) de la maison de titres.

HENRI PIERRE

REPÈRES

CONJONCTURE

Limitation du déficit commercial aux Etats-Unis...

Les Etats-Unis ont enregistré en juin leur plus faible déficit commercial depuis juin 1983, a annoncé vendredi 16 août le département du commerce. En données corrigées des variations saisonnières, le déficit s'est élevé à 4,02 milliards de dollars (24 milliards de francs), contre 4,79 milliards (chiffre révisé) en mai. Ce résultat porte le solde commercial du premier semestre, calculé en rythme annuel, à 60,5 milliards de dollars. En 1987, les échanges commerciaux des Etats-Unis avaient enregistré un manque à gagner de 152 milliards, qui a commencé à se résorber depuis.

La diminution du déficit en juin s'explique principalement par la contraction simultanée des importations et des exportations, conséquence de l'affaiblissement

de l'activité économique. Les Etats-Unis ont accru leur déficit avec le Japon (à 3,2 milliards), mais maintenu un solde excédentaire avec les pays de la CEE (+ 1,7 milliard).

...Et redressement de la production industrielle

Pour le quatrième mois consécutif, la production industrielle a augmenté en juillet aux Etats-Unis, confirmant les espoirs de reprise de l'activité, a annoncé vendredi 16 août la Réserve fédérale. L'augmentation de 0,5 % enregistrée en juillet fait suite à une hausse (révisée) de 0,6 % en juin et de 0,7 % en mai.

En dehors de la production automobile, qui a fait un bond de 10 % en juillet, l'indice s'est inscrit en hausse de 0,4 %. La production industrielle avait baissé de manière continue entre octobre 1990 et mars 1991.

L'aviation civile américaine met hors service un système équipant les Boeing 767

La direction de l'aviation civile américaine (FAA) a ordonné, vendredi 16 août, aux compagnies américaines de mettre hors service le système d'injection de poussée équippant les moteurs de certains Boeing 767. Cette décision intervient trois mois après l'accident d'un 767 de Lunda Air suite à son décollage de Bangkok. Si l'enquête n'a pas prouvé la responsabilité du système d'injection de poussée dans cette catastrophe, qui a fait 223 victimes le 26 mai, des « problèmes techniques dans leur système de contrôle » semblent avoir été possibles.

Selon un porte-parole de la FAA, 168 des 382 appareils en service dans le monde sont concernés par cette mesure. Celle-ci immobilisera pas les appareils mais en modifiera l'exploitation, les systèmes d'injection de poussée permettant d'utiliser des pistes plus courtes. En France, ne volant que deux ou trois Boeing 767 seulement, les compagnies de la DGAC étudient la question de savoir si ces appareils sont concernés.

Les problèmes liés à l'augmentation du trafic

« L'absence de choix gouvernementaux dans les transports mène à l'asphyxie » estime la Fédération des associations d'usagers

« Bouchons de 15 kilomètres sur l'autoroute A 10... 20 kilomètres au pas au tunnel de Fourvières... la rocade de Bordeaux est saturée... » : la France retrouve ses embouteillages routiers traditionnels de l'été et, pour M. Jean Sivardière, secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), ce retour à la normale confirme que le ralentissement des déplacements constaté en France depuis la déclenchement de la guerre du Golfe n'était qu'une parenthèse. Selon lui, l'explosion de la mobilité depuis 1986 conduit à des thromboses qui se généralisent si le gouvernement persiste à favoriser l'automobile.

Selon la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), la mobilité des personnes n'est pas près de décroître. « L'augmentation du pouvoir d'achat, le fractionnement des déplacements en congés, l'éclatement des familles, la multiplication des déplacements professionnels et des déplacements domicile-travail laissent à penser que les voyages se multiplieront », estime M. Jean Sivardière, son secrétaire général. Dans le domaine des marchandises, la tendance est identique en raison de la spécialisation des centres de production, de la pratique des flux tendus, de la réduction des stocks et de l'ouverture des frontières. « Ne s'attend-on pas à une croissance de 50 % du trafic des marchandises, toutes catégories confondues, dans les dix prochaines années ? »

Face à cette inflation des trafics, la FNAUT juge que les réponses des pouvoirs publics ne sont pas appropriées en ce qui concerne le mode de transport collectif et, malgré de sérieux efforts dans le domaine du métro (METEOR) et du RER (Eole), elle estime qu'il n'existe pas de politique régionale digne de ce nom et que l'on continue de dépenser deux fois plus pour la route que pour les transports en commun.

Le constat est le même pour les villes de province : hormis quelques réussites à Grenoble ou à Nantes, la pénurie est le lot des transports publics. L'Etat n'aide pas les villes à arbitrer entre le tramway, le bus ou le métro léger VAL.

« En conséquence », explique M. Sivardière, les élus locaux sont fascinés par les tunnels, les rocade, les bretelles et les parkings. Comme ils continuent à croire à quelques fausses vérités, par exemple : les infrastructures décongestionnent, et comme l'Etat persiste à ne faire aucun choix entre l'autoroute, le

TGV et le canal, à ne pas harmoniser les schémas directs autoroutiers et le TGV, on développe le réseau autoroutier à tout va, on parle de trois rocade pour Lyon alors que la première n'est pas achevée. Gog se veut la Charnière du Sud, grâce à l'autoroute, etc. A poursuivre dans cette direction, l'asphyxie est certaine, aussi bien en zone urbaine qu'en zone campagne. Un ministre parlait de faire rouler les camions en convois sur l'autoroute du Nord pour remédier à l'engorgement...

L'exemple allemand

Les usagers des transports affirment que la politique menée en faveur des infrastructures lourdes favorise le développement des grands centres urbains et accélère la désertification de l'espace rural. Ils dénoncent les atteintes portées à l'environnement par les autoroutes qui pénètrent, par exemple, le parc des volcans d'Auvergne. Ils regrettent que ce soit la population la plus modeste qui paie le plus des nuisances - sonores notamment - des nouvelles infrastructures parce qu'elle ne peut choisir le lieu de son habitat.

« Il nous semble qu'il faudrait repenser la politique des transports », affirme M. Sivardière. D'abord jouer à fond la carte du transport collectif en ville ; ensuite parler pour les déplacements interurbains sur le chemin de fer et pas seulement le TGV. Le secrétaire général de la FNAUT propose qu'enfin les poids lourds paient mieux les infrastructures qu'ils ne financent, selon lui, que pour moitié. Il propose que les forces de l'ordre surveillent convenablement les charges maximales des véhicules et le temps de conduite des conducteurs.

Il pense, d'autre part, que des ressources nouvelles de financement - par exemple quelques centimes prélevés sur le litre de carburant - pourraient donner aux transports collectifs le coup de pouce indispensable. « Nos propositions sont réalistes, conduites. Elles s'inspirent de l'exemple des autres pays européens qui nous distancient sérieusement dans ce domaine. Les Suisses utilisent trois fois plus les transports urbains que les Français et ils refusent les poids lourds étrangers chez eux. Faut-il que le premier ministre ne soit pas d'origine suisse ? L'Allemagne, rappelez-vous, dans ce pays, le tramway est un mode de déplacement essentiel et qu'on y subventionne la « route routière », ces trains sur lesquels on met les camions pour limiter leurs nuisances. Chaque fois qu'un camion est transporté pendant 500 kilomètres sur un wagon, la collectivité économise 1 000 francs. N'est-ce pas une bonne politique ? »

ALAIN FAUJAS

Mettant fin à quatre décennies de socialisme

Le gouvernement de M. Rao souhaite libéraliser l'économie indienne

Tout au long du mois de juillet, le nouveau premier ministre indien, M. P. V. Narasimha Rao, a présenté des mesures en faveur d'une profonde libéralisation de l'économie. Les observateurs étrangers s'interrogent sur sa capacité à faire appliquer son programme de réformes.

NEW-DELHI

correspondance

Ouverture aux investissements étrangers, suppression dans de nombreux secteurs de l'obligation d'obtenir des licences pour lancer un projet industriel, libéralisation du commerce extérieur, forte dévaluation de la monnaie pour encourager les exportations, mesures impopulaires pour réduire le déficit budgétaire : c'est une véritable révolution économique que M. Ramasimha Rao a proposée pour sortir l'Inde d'un socialisme poussiéreux et xénophobe, qui a eu pour effet d'étouffer le développement dans un carcan de règlements au milieu desquels les fonctionnaires indiens eux-mêmes ont du mal à se retrouver.

Le véritable artisan des réformes, le ministre des finances, M. Manmohan Singh, a expliqué que le pays, plongé dans sa plus profonde crise économique depuis l'indépendance, n'avait pas le choix. Les réserves de changes en juillet ne représentaient plus que deux semaines d'importations. New-Delhi en était réduit à vendre de l'or pour faire face à ses créanciers étrangers

(le Monde du 10 juillet), avec une dette extérieure de l'ordre de 72 milliards de dollars et un déficit budgétaire atteignant près de 8,5 % du produit intérieur brut.

La tâche est d'autant plus ardue que le gouvernement du Congrès ne dispose pas de la majorité absolue au Parlement, et qu'il a déjà dû reculer sur un des points les plus impopulaires de son budget. En effet, afin de réduire le déficit budgétaire, il prévoyait de supprimer les subventions accordées aux agriculteurs pour l'achat d'engrais, ce qui se traduit par une hausse de 40 % de leurs prix. Devant l'opposition de gauche et des émeutes qui ont fait plusieurs morts dans le Sud, la subvention a été rétablie pour les paysans les plus pauvres et l'augmentation du prix des engrais ramené à 30 % pour les autres.

Haro sur la bureaucratie

Dans le domaine du commerce extérieur, les traits saillants des réformes déjà décidées sont la suppression des licences d'importation pour les biens d'équipement et les matières premières d'ici trois ans, ainsi que celle des subventions à l'exportation. Ce qui devrait mettre fin à de longues attentes et à une paperasserie inutile et source de corruption.

Simultanément, des encouragements à l'exportation ont été annoncés. Les exportateurs sont désormais autorisés à conserver 30 % de leurs gains nets en devises au lieu de 5 % à 10 % jusqu'à pré-

sent, sous la forme de documents libérément négociables. L'évolution de ceux-ci déterminera le prix du dollar, l'objectif étant de faire de la roupie un monnaie convertible d'ici trois ans.

La mesure la plus spectaculaire de la nouvelle politique industrielle du gouvernement Rao est l'abolition des licences dans un grand nombre de secteurs. Jusqu'à présent, elles étaient obligatoires pour construire une usine et déterminer sa capacité de production. Quelques secteurs clés restent toutefois soumis à cette obligation, tels que charbon, pétrole, sucre, produits chimiques dangereux, médicaments, ainsi que l'industrie automobile, les réfrigérateurs, l'alcool et les cigarettes.

La décision de porter à 51 %, et dans certains cas jusqu'à 100 %, la part des investissements étrangers autorisés dans le capital des entreprises indiennes est aussi une grande nouveauté. Certains secteurs sensibles devront rester sous contrôle national. Mais les industries désormais ouvertes aux capitaux étrangers incluent la métallurgie, l'électronique, les télécommunications, les transports, les machines industrielles et agricoles, l'hôtellerie et le secteur agroalimentaire.

Enfin, le secteur public devrait être réduit aux industries d'intérêt national comme l'armement, le nucléaire, le charbon et les chemins de fer. Les entreprises publiques « malades » vont être « examinées » et seront éventuellement fermées. Il y a dix-huit ans, cédant à la pression de la gauche, le gouvernement de M. Indira Gandhi avait contraint les compagnies étrangères à réduire à 40 % leur participation

dans leurs filiales indiennes, et interdit à celles qui refusaient de se développer et de diversifier leur production. De nombreuses compagnies, notamment IBM, avaient préféré quitter le pays.

Cette législation, connue sous le nom de FERA (Foreign Exchange Regulation Act), avait contribué à mettre quasiment fin aux nouveaux investissements étrangers dans ce pays de 850 millions d'habitants. Ils représentent actuellement seulement quelque 425 millions de dollars, loin derrière l'Indonésie, la Malaisie ou la Chine.

Des mesures « révolutionnaires »

L'Inde ne peut plus se permettre de rester isolée. Elle doit s'adapter à un monde en changement afin de reprendre la place qui lui revient à l'approche du vingtième siècle, a expliqué le gouvernement, reconnaissant sans le dire l'échec du socialisme à la Nehrù, qui avait surtout servi, au travers de ses règlements, de ses règles et de ses interdictions, à gonfler l'administration et à encourager la corruption.

Ce train de mesures « révolutionnaires », « courageuses » et « historiques », comme le dit la presse indienne, a été très bien accueilli par la plupart des milieux d'affaires, à commencer par la Bourse, qui a continué sa montée déjà provoquée par le retour au pouvoir du Congrès. Mais il reste à voir comment, une fois la loi de finances adoptée par le Parlement, les décrets d'application seront libellés et appliqués. Pour l'instant, l'été aidant, les représentants des compa-

gnies étrangères ne se bousculent pas encore à New-Delhi. Ils ne cachent pas qu'ils préfèrent attendre un peu plus, afin de voir quelle sera la détermination du gouvernement à faire appliquer ses décisions.

En fait, les réformes ont suscité autant d'incrédulité que d'intérêt. On craint, par exemple, de voir des armées de fonctionnaires, chargés jusqu'à présent de délivrer des licences, faire tout ce qu'ils pourront contre un « ordre nouveau » qui signifie la fin de leur raison de vivre. Mais, en même temps, on sait que le gouvernement a tout intérêt à faire pression en faveur des réformes. Dans un premier temps, parce que le pays a un urgent besoin d'argent étranger, il faut donner confiance aux investisseurs. Et, à plus long terme, comme l'a expliqué le premier ministre, rattraper le retard dans la course vers le vingtième siècle.

Même si l'environnement indien reste difficile, le pays offre pour les investisseurs étrangers des perspectives alléchantes dans certains domaines, ceux notamment des télécommunications, des transports et de la métallurgie. Pour l'instant, il n'est pas dans les intentions du gouvernement de favoriser les industries de biens de consommation, au contraire. Mais les étrangers savent qu'ils ont intérêt à être prêts à intervenir sur le vaste marché potentiel que constitue une classe moyenne évaluée entre cent et deux cents millions de personnes.

MARIE DESCHAMPS

Le service militaire sur le...

...the fact that the *in vitro* and *in vivo* results are in good agreement, and that the *in vivo* results are in good agreement with the results obtained from the *in vitro* studies.

Attentisme

devant les hésitations du Dow à se maintenir au-dessus de 3 000 points, les investisseurs hésitent à s'engager.

Les affrètes n'ont cependant pas baissé avec 315,72 francs de titres échangés au total, soit 17,4 % de plus que huit jours auparavant. Mais une sorte de méfiance s'installe sur le marché. Les inquiétudes concernant les résultats des entreprises ne se sont pas atténuées, et les statistiques économiques, pour juillet notamment, ont renforcé l'idée que la reprise ne serait pas assez vigoureuse, et de loin, pour permettre à celles-ci de franchir le mauvais cap sans trop de casse. Des statistiques assez décevantes, surtout conjuguées avec du bon côté l'augmentation des ventes au détail (+ 0,5 %), une faible inflation (+ 0,2 %), la hausse de la production industrielle (+ 0,5 %) et du taux de capacités industrielles (de 75,5 à 76,5 %). Quant à la nouvelle chute des ventes de voitures pour la première décade du mois d'août (- 9,6 %), l'augmentation des demandes d'allocation, chômage et un déficit commercial, dont la baisse est très contestée.

Le marché des valeurs s'accroît sans la vigueur du refinancement des banques. Phénomène que de ne pas:

Dans ces conditions, « le potentiel de hausse de Wall Street est quelque peu limité », souligne M. Steven Goldman, analyste chez Weeden and Co. Pour ne rien arranger, le scandale qui secoue la firme de courtage Salomon Brothers, ces « fameux maîtres du monde », coupables de tricheries sur le marché des fonds d'Etat, jette un ombre de suspicion sur une profession quelque peu mal en point.

Indice Dow Jones du 16 août
2.968,02 (c. 2.996,20).

	Cours 9 août	Cours 16 août
Alcoa	68 3/8	67 1/2
ATT	39 5/8	39 1/8
Boeing	38 3/4	46 1/4
Chase Man. Bank	19 1/4	21
De Pex de Nemours	48 1/2	51 1/2
Eastman Kodak	45	43
Exxon	57 1/2	57 1/2
Ford	32	30 7/8
General Electric	73 5/8	57 1/2
General Motors	38 1/4	37 1/2
Goodyear	38 1/4	35 3/4
IBM	96 1/2	96 1/2
ITT	59 3/4	58 5/8
Mobile Oil	66 1/4	66 1/8
Pfizer	63 3/4	64 1/2
Schlumberger	67 1/2	67 1/2
Teneco	63 1/4	61 7/8
UAL Corp. (ex-Albair)	142 3/4	138 1/2
Union Carbide	21 7/8	21 3/8
Westinghouse	22 1/2	22 1/2
Xerox Corp.	55 1/8	55

Des trois séances de cette semaine écourtées par le long week-end de l'Assomption, la première fit peut-être exception. Et encore. Sans se poser de question, comme tous les kunds, le marché prit légèrement du recul (- 0,18 %). Pour mieux sauter sans doute. Ce qu'il fit merdi, à la surprise générale quand même, avec un joli bond de 1,60 %, qui allait permettre à l'indice CAC 40 de rattraper,

Un absent le syndrome du 15 août

« Vous avez dit bizarre ? », pleuraient en souriant un gérant de portefeuille, un des rares à être resté solide eu poste. Pour le moins, la quasi-certitude d'une hausse des taux d'intérêt allemands, devenue effective jeudi, aurait dû inciter les opérateurs à observer un attentisme prudent. Car dans tous les cas de figure c'est un mauvais coup pour l'économie française. Traie embarrassée, les analystes et autres « traders » veulent n'y pas comprendre grand-chose. Les investisseurs se sont-ils fait une raison, face à un événement

A l'évidence, les investisseurs ont choisi un scénario rose. Malgré la certitude acquise par les experts de la Banque de France qu'aucune frénésie reprise de l'expansion mondiale ne se produira avant 1992, l'espoir revient lentement sur les chancions d'une amélioration de la situation économique à l'autourne. Plutôt raisonnablement invoqués : très contestées voilà une dizaine de jours, les chances d'un redémarrage en Grande-Bretagne se confirment. Outre-Atlantique, les nouveaux ratés de la reprise (baisse des ventes de voitures, hausse des demandes

optimisme talismane à la stratégie menant favorablement à la victoire de Peugeot d'améliorer assez rapidement la deuxième semaine. Avec le lancement de la 108 à l'automne, M. Jacques Calvet eut des chances de gagner son pari. Inutile de le préciser : l'ection du Lion de Sochaux fut ces derniers jours très entourée et se fit offrir un petit gélif (+ 6,1 %), contribuant à nourrir le mouvement général de reprise du marché. Alors, cet inhabituel vent de hausse justifia-t-il l'Assomption présage-t-il une belle fin d'été Rue Vienne?

ANDRÉ DESSOT

ANDRÉ DESSOT

Baisse d'été

Encore trop endettées. La Banque de France qui a analysé la situation financière des petites et moyennes entreprises de l'Hexagone a rendu son verdict au début de cette semaine. Les PME, qui emploient deux salariés français sur trois, n'ont pas les assises financières suffisamment solides pour intégrer le grand marché unique de 1993 dans la sérénité, constate l'Institut d'émission. Ses experts proposent, outre l'accroissement des enveloppes de prêts bonifiés, l'élargissement des prélèvements fiscaux et l'amélioration de la déductibilité des dividendes pour encourager les concours d'actionnaires.

que laissent entendre que la seule procuration d'extension des enveloppes de prêts bonifiés ne suffit pas. Tout d'abord, soulignent-ils, en dépit d'une amélioration sensible dans la seconde moitié des années 80, l'autonomie financière des PME reste insuffisante. Les entreprises françaises — c'est-à-dire leur capacité à financer leur développement sur leurs ressources internes — restent limitées. De 1983 à 1989, le taux d'endettement des PME est resté, de 78 % à 66 % dans le commerce et enfin de 47 % à 41 % dans le secteur bâtiment, génie civil et agricole. Cette évolution favorable s'explique par la baisse des crédits *pour permettre aux PME de rattraper leur retard sur certaines de leurs concurrentes étrangères*, estiment les auteurs de l'étude. Les capitaux propres représentatif en moyenne 36 % du total des ressources des PME françaises en 1988 contre 36,4 % en Belgique et 45,3 % en Espagne.

actionnaires. Ces derniers se jouent peut-être le temps long, mais la singularité les vulnérabilise d'autant. Et ne leur a pas permis d'alléger le poids de leurs charges financières, comme les grandes entreprises s'en sont consacrées tout au long de ces années 80. Pour remédier à ce handicap, les auteurs de l'étude préconisent un certain nombre d'actions, parmi lesquelles : la mise en place de fonds sur ressources Codeli, dans le principe à déjà été arrêté. Embolisme : le pas aux revendications traditionnelles du petit patronat, les recommandent surtout aux pouvoirs publics d'alléger les prélèvements fiscaux sur les PME. Ou soit qu'il s'agisse de l'heure scolaire, l'introduction d'un tel principe dans la loi de finances des sociétés au bénéfice des petites entreprises fait, au sein du gouvernement, l'objet de débats (le Monde du 13 août). La Banque de France suggère, enfin, d'encourager les concours d'actionnaires par des dispositions d'incitation fiscale (en assumant, par exemple, le régime des déductions fiscales des actions). Mais ces actions et parts représentatives d'apports en numéraire.

Jamais les PME n'auront été à ce point assuésées. En publiant, mardi 14 août, les résultats de la centrale des bilans sur la situation financière des PME, la Banque de France est venue apporter sa contribution à une édifiée de plus en plus fournie d'études spécialisées. Celle-ci tombe au moment opportun. Un plan gouvernemental, qui vise les PME et qui s'acquiescent en chantier sera dévoilé la rentrée, probablement le 16 septembre. De premières mesures visant à renforcer la solidité financière des entreprises de moins de 300 salariés ont été annoncées.

Le relèvement du plafond des dépenses de publicité pour les entreprises industrielles, l'octroi de 100 millions (le 20 juin), a d'ores et déjà été présenté comme une action essentielle visant à accroître les enveloppes des crédits bonifiés à la disposition des petites et moyennes entreprises. L'absence d'un droit de priorité sur l'émission justifie cette attention particulière. Mais les experts de la Ban-

□ Philips négocie avec Sony un droit de licence pour la cassette numérique. - Le groupe néerlandais Philips et le géant japonais Matsushita, inventeurs du système d'enregistrement sur cassette dit DCC (Digital Compact Cassette), sont en pourparlers avec Sony, qui a manifesté un intérêt pour acquérir une licence de production de ce produit. La production du DCC par les trois plus grandes entreprises mondiales dans le secteur signifierait une percée pour la standardisation de ce système au niveau mondial.

temps un « Minidisc » - genre de petit disque compact - avec capacité d'enregistrement. Selon le porte-parole, Philips ne songe pas pour l'instant à demander un droit de licence pour ce système, mais s'efforce de convaincre les éditeurs de logiciels de l'absence de concurrence avec le DCC, de Sony. Se référant notamment aux oppositions manifestées antérieurement contre l'introduction du système d'enregistrement DAT (qualité de son équivalente à celle d'un disque compact), le porte-parole estime « qu'en l'absence du soutien de l'industrie du disque, la vente des appareils pour Minidisc sera

EDS, le numéro un mondial des services informatiques, s'est démené pour que SD-Scicon, l'américain Electronic Data Systems (EDS), filiale de General Motors et numéro un mondial du service informatique, ne soit pas le point de garnissage sa bataille d'Angleterre. La firme de Dallas, qui lance une offre publique d'achat (OPA) hostile de 162 millions de livres (1,1 milliard de dollars) en faveur de la britannique SD-Scicon, numéro deux mondial du secteur, a annoncé vendredi 16 août qu'elle avait reçu des promesses de vente totalisant 49 % du capital de la société convoitée. Il sera désormais difficile pour SD-Scicon d'échapper à EDS, même si la firme londonienne a montré tout au long de l'année qu'elle savait donner du fil à retordre.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS

IONS (en milliers de francs)

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)					
Cours du vendredi au jeudi					
	09-2-91	12-2-91	13-2-91	14-2-91	15-2-91
RM	1 688 036	1 165 783	1 995 659	-	-
Comptant					
R. et obl.	3 972 181	3 659 118	3 903 734	-	-
Actions	53 041	33 269	58 154	-	-
Total	5 715 258	4 858 170	5 957 547	-	-
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)					
Françaises	115,2	115,0	116,4	-	-
Etrangères	119,7	119,3	119,0	-	-
INDICES CAC (du lundi au vendredi)					
	12-2-91	13-2-91	14-2-91	15-2-91	16-2-91
(base 100, 28 décembre 1990)					
Général	469,8	470,8	475,0	-	-
(base 1 000, 31 décembre 1987)					
CAC 40	1 780,38	1 808,84	1 820,31	-	-

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITEES AU PM (*)		
	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Aux. Entr.	443 393	331 642 33
Aktatol Alsch.	573 077	329 050 55
ELF-Agualine	903 157	327 349 66
Michelin B	2 296 578	255 427 71
Peugeot SA	390 143	233 130 30
LYMNH	53 652	230 428 44
Carrefour	88 064	178 077 77
Total cit. B	2 266 772	176 590 10
Pernod Ricard	148 731	174 937 77
Sté Gtn. «A»	260 342	170 846 33
Enx (Gtn.)	69 201	164 037 11
Lyon. Dumez	309 979	162 902 77
Air Liquide	211 706	144 414 40
BSN	156 085	139 401 65

Values	Hauss %	Values	Baiss %
SFIM	+10,2	CSEF	-11,4
Frey Lillo	+10,0	Louis Industries	-6,4
De Dietrich C ^e	+7,9	Cedexon	-6,4
Sandax-Rieg	+7,3	Hachette	-6,4
Alcat. Europe	+6,8	Monoparc	-6,4
BNP-CT	+6,5	Gaz et Eaux	-3,1
Pegibon SA	+5,8	CFI (C.F. Pa.)	-3,1
Sogefal	+5,7	Navig. Marse	-3,1
Comptrol. Pénins	+5,6	BIS	-3,1
Michelin B	+5,6	De J.L. Pro-Cl	-3,1
Comptrol. CCF	+5,0	Imacul	-2,7
TPA (Par. Ric.)	+4,6	SER	-2,7
Agromin	+4,6	EDF	-2,7
Orbital national	+4,5	Mateloge Inter.	-2,7

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		Cours-91		Cours-90	
Or fin (poids au barreau)		67 400		86 000	
(poids au lingot)		67 730		86 300	
France (poids 20 g.)		396		354	
Pologne (poids 20 g.)		379		340	
Roumanie (poids 20 g.)		362		320	
Roussie (poids 20 g.)		386		389	
Pologne tchèque (poids 20 g.)		330		391	
Israël		505		498	
Suisse (Elsabeth II)		313		313	
Suisse (Jean Paul II)		313		313	
Or de 20 dollars		2 100		2 180	
- 10 dollars		1 102,20		1 110	
- 5 dollars		675		672,55	
- 50 pence		2 830		2 840	
- 20 pence		590		560	
- 10 pence		493		493	
- 5 roubles		261		261	

INÉDIT
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
Tome II
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
(théâtre de la France 2° supermarchés)
Personnages. Génommes des 43 pays d'expression française.
Droit de la rue : les scènes multiples sur lieu des protagonistes (« territoires » des États français France : 2° données théoriques excellent. Structure des États d'expression française : métropole, les 19 DOM-TOM, la France étrangère, confédération franco-espagnole 1904-1906.
ACTI 140 national en la page 140. (Aussi 140 États de langue française : 43 national, 250 p., 98 F.
France chez l'étranger :
MARTINOT DE PRÉUIL
495660 NUEL-SUR-LAYON
(Tome I 98 F., Tome 2 100 F. 140 franc)

HOW'S ABOUT

2.6%

Kabuto-cho a pour la deuxième fois de suite été de mauvaise qualité. Ce qui n'a pas eu l'air de chagriner beaucoup les financiers japonais. C'est la traditionnelle semaine de vacances annuelle, expliquait-on rue des Guerriers. Les honorables investisseurs sont absents. Excuse à la japonaise ou réalité? En tout cas, l'activité, tout en demeurant assez faible même pour cette période de l'année, a tout de même un peu augmenté avec 204,6 millions de titres traités en moyenne quotidiennement contre 171,1 millions la semaine précédente.

en baisse. La seconde se rapporte au marché lui-même. La semaine prochaine, les opérateurs travaillant à terme vont devoir reconstituer leurs couvertures. Avec les chutes de cours récentes, beaucoup vont devoir remettre la main à la portemonnaie. Il y a de fortes chances que l'argent nécessaire sera prêté par des ventes de titres. Dans ces conditions, les rares investisseurs présents sont, pour la plupart, restés l'arme au pied.

Indices dn 16 août: Nikkei 22.814,37 (c.23.434,,62); Topix, 1.755,94 (c.1.804,81).

	Cours 9 août	Cours 16 août
Akai	1 110	1 060
Bridgestone	1 050	1 020
Canon	1 530	1 450
Fuji Bank	2 600	2 580
Honda Motors	1 450	1 420
Matsushita Electric	1 640	1 600
Mitsubishi Heavy	704	665
Sony Corp.	6 850	5 750
Toyota Motors	1 610	1 540

FRANCFORT

Trois de hausse
+ 1.29%

Troisième semaine de hausse à Francfort, mais une hausse ponctuée par de l'irrégularité et, qui malgré sa relative ampleur (1,29%), reste à confirmer.

La semaine s'annonce à un effet accablant pour la décision de la Bundesbank de relever ses taux directeurs, non pas qu'elle ne l'approuve pas. Mais le quart de point appliqué sur le Lombard a fait de base des avances sur lui qui a semblé trop faible pour parvenir à ralentir le dérapage inflationniste. Sur le parquet, beaucoup attendent avec curiosité l'indice des prix à la consommation publié à la fin de la semaine prochaine. L'activité est restée très modérée avec 23,24 milliards de DM de transactions (-0,79%) sur huit semaines. Les indices du 15 août: DAX, 6.653,33 (c. 1.632,21); Commerzbank, 1.932,90 (c. 1.913,40).

LONDRES

Records en série
+ 2 %

La forme précédente retrouvée, de London Stock exchange a cette semaine pulvérisé ses records pour adjuger un gain final de 2%.

Après avoir pu constater que les perspectives économiques des perspectives économiques sont confirmées. Les dernières statistiques publiées en témoignent avec, en outre, la hausse plus forte que prévue de la production industrielle (+7%), mais aussi de la production manufacturière (+2,2%) et des ventes au détail (+1,9%).

Souhaitant à cela le retour à 5,5% en juillet du taux d'inflation et des résultats d'entreprises moins mauvais qu'attendus: il n'en a pas fallu davantage pour inciter les opérateurs à prendre des positions:

Indices «FT» du 16 août: 100 actions, 2.621 (c. 2.570,5); 30 actions, 2.041,9 (c. 2.003,5); Fonds «Fests», 179,4 (c. 178,66); mines d'or, 179,4 (c. 179,3).

	Court 9 sold	Court 16 sold
Bowater	6.56	6.65
BP	3.36	3.32
Charter	4.95	5.10
Courtaulds	4.45	4.64
De Beers	16.37	17
Glaxo	12.85	13.43
GUS	16.00	16.00
ICI	13.33	13.25
Renters	8.36	8.57
Shell	5.15	5.26
Unilever	7.55	7.57
Victrola	1.90	2.05

Emide reprise des c&e

**CONTRAT
ET RELATIONS
DU TRAVAIL**

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une rentrée animée sur le marché de l'écu

A l'exception de la Norvège, pays qui s'interdit de lever des fonds en d'autres monnaies que la sienne, les grands emprunteurs du marché de l'écu sont à nouveau presque tous sur les rangs. La liste des candidats annoncés ou espérés comprend ce fait d'ailleurs de noms que ceux des débiteurs qui ont sollicité ce compartiment durant la première partie de l'année. Elle s'est allongée de signatures nouvelles, comme la dernière des organisations internationales de développement, celle qui s'occupe spécifiquement des pays de l'Est et qui cherche à faire entrer sur le marché des capitaux, la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement).

Les montants des opérations prévues sont importants. En faisant la somme des principaux projets qui pourraient se concrétiser bientôt, on parvient aisément à plusieurs milliards d'écus. Certains redoutent que ce ne soit beaucoup trop. Ils craignent un engorgement comparable à celui qui s'est produit en février dernier. Le marché avait alors été si sollicité qu'il avait eu de la peine à absorber les nouvelles émissions qui se suivaient à une cadence soutenue. Mais nombreux sont ceux qui demeurent confiants, renforcés dans leur sentiment par l'attitude des banques européennes du montage et du placement des nouvelles transactions que par celle des débiteurs eux-mêmes.

Pour ce qui est des banques, la concurrence qu'elles se livrent pour l'obtention de mandats est, certes, toujours très vive, mais elle tend à s'inscrire dans un cadre plus réaliste qu'il y a quelques mois. Au début de l'année, en plusieurs occasions, elle a été exacerbée par des considérations de prestige. Le compartiment de l'écu était encore en plein développement. Il paraissait si prometteur que toutes les banques, soucieuses de jouer un rôle de premier plan sur l'euro-marché, s'efforçaient d'y associer. Cela a conduit à des exagérations, les conditions de certains nouveaux emprunts étant fixées à des niveaux assurément

trop faibles. Maintenant que la vague d'enthousiasme initial est retombée et que quelques opérations ont été très difficiles à mener, la situation a bien changé.

De leur côté, les emprunteurs se montrent de plus en plus soucieux de ménager le marché. Les exemples se multiplient à cet égard. La façon dont les principaux débiteurs font part de leurs projets est un élément important. D'une manière générale, ils sont maintenant plus ouverts, ce qui devrait permettre de mieux répartir leurs transactions. En outre, et c'est un facteur décisif, les grandes opérations ne sont plus nécessairement confiées à celles des banques qui proposent des conditions défiant toute concurrence. Un emprunteur qui se présente fréquemment ne trouve pas toujours son compte à retenir l'offre qui paraît immédiatement la plus avantageuse. Dans un environnement incertain, il a beaucoup plus à gagner à proposer une rémunération légèrement supérieure. La différence n'est souvent que de quelques centièmes de point de pourcentage et cela suffit, co certains cas, à faire d'une opération une réussite ou un échec. Mais pour guider son jugement et ne pas risquer d'exagérer dans l'autre sens, de surpayer son emprunt, il faut qu'un débiteur ait une connaissance approfondie du marché. A cet égard, les spécialistes ont été fort impressionnés par la dernière émission de 435 millions d'écus de la Communauté économique européenne, qui, ayant vu le jour à des conditions raisonnables, a été plutôt bien accueillie.

Les débiteurs menagent le marché

De même, les spécialistes attachent une grande importance à la façon dont la Banque européenne de reconstruction et de développement prépare son premier emprunt dont le lancement est prévu pour la rentrée. Ce nouvel établissement vent s'endetter sur le marché international pour des montants, certes, importants mais qui demeurent toutefois très en deçà des volumes

levés par d'autres organisations supranationales. Pour les dix-huit mois à venir, il devrait s'agir de 800 millions d'écus, ce tout. Deux appels d'offres distincts ont été faits. L'opération d'émission d'obligations, telle que l'affaire apparaitra aux investisseurs, l'autre porte sur le mode de rémunération et nécessitera la conclusion d'un contrat d'échange au terme duquel l'emprunteur aura à servir un intérêt non pas à taux fixe mais à taux variable.

Il est encore trop tôt pour juger de l'effet des dernières décisions monétaires allemandes sur l'ensemble du marché et, en particulier, sur le compartiment de l'écu. La plupart des spécialistes avaient tablé, non seulement sur une augmentation d'un point du taux de l'escompte, mais également sur une sure d'un demi-point du taux lombard. Or, ce dernier n'a été relevé que d'un quart de point. Outre-Rhin, la réaction des milieux financiers a été celle d'une déception générale. Une augmentation plus forte les aurait rassurés quant à l'indépendance de la banque centrale de Francfort face aux pressions du pouvoir politique. Le doute est maintenant dans les esprits et on craint que l'influence de Bonn sur la Bundesbank ne soit désormais plus vive que du temps de M. Kohl. Ceux qui s'attendaient à un relèvement d'un demi-point du taux lombard pensaient que cette hausse allait pas se répercuter dans le domaine des emprunts à longue échéance. Elle aurait, au contraire, en continuant à modérer l'inflation, pu favoriser un repli des rendements. C'est dans cette perspective que le marché obligataire allemand s'est redressé mercredi, à la veille de l'Assomption. La Deutsche Bank a mis à profit la situation en lançant pour prêter compte un emprunt de 300 millions de marks pour une durée de cinq ans qui a été bien reçu par les investisseurs. Emis à 101,75% de leur valeur nominale, les titres portaient intérêt au taux de 9% l'an.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le dollar redresse la tête

Les marchés des changes et ceux des taux d'intérêt sont, on le sait, très intimement liés, puisque toute monnaie est assortie d'un rendement, donc d'un taux d'intérêt. Les relations entre ces deux types de marchés sont, on le sait également, extrêmement compliquées, car elles dépendent non seulement d'analyses sur la meilleure allocation des ressources, de l'évolution économique des différents pays, mais aussi d'un ensemble de facteurs psychologiques et des anticipations des opérateurs.

Ces dernières semaines ont été riches de bouleversements en matière de taux d'intérêt. Et pourtant, les marchés des changes sont restés particulièrement calmes. Soit parce que le mouvement croisé entre les taux américains et ceux de l'Allemagne avait été correctement anticipé, soit parce que les marchés attendaient que la situation se stabilise avant de se fixer de nouveaux objectifs.

En regardant de plus près, le dollar s'est, fait inattendu, plutôt raffermi au cours des dernières

séances. En théorie, des taux plus bas aux Etats-Unis et plus hauts en Allemagne devraient mécaniquement provoquer une baisse de la monnaie américaine. Tel n'est pas le cas pour l'instant. De 1,7188 DM à Francfort ce fin de semaine dernière, le billet vert y est remonté à 1,7495 DM vendredi 16 août, passant de 5,490 francs à Paris le 9 août à 5,99 francs le 16 à New-York.

Un tel mouvement s'explique bien sûr par les espoirs persistants de reprise de l'activité aux Etats-Unis (la production industrielle a augmenté de 0,5 % ce juillet), mais aussi par le soulagement après une hausse des taux allemands un peu plus faible que prévu, et l'annonce d'un déficit commercial limité à 4 milliards de dollars en juin. Mais la hausse actuelle du dollar ne paraît pas coïncider suffisamment solide pour occuper les grands argentiers.

Le système monétaire européen a accueilli le durcissement du crédit en Allemagne avec une grande

sérénité. En décidant de relever, elles aussi, les taux directeurs, les Banques centrales belge, néerlandaise et danoise, ont réussi à maintenir le cours de leurs monnaies à un niveau quasiment identique à celui de la semaine précédente. La hausse du taux de l'escompte décidée à Copenhague n'est pas pourtant parvenue à faire débarrasser la couronne danoise de son titre de monnaie la plus faible.

Quant au franc français, sa parité face au mark est figée depuis plusieurs semaines : celui-ci était 3,4026 francs vendredi 9 août, 3,4005 francs le 15 en séance. Un cours un peu trop fort pour donner une marge de manœuvre aux autorités françaises ; certainement trop faible pour susciter de sérieuses inquiétudes chez les cambistes.

F. L.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AOUT AU 14 AOUT 1991 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc	Florin	Lin
New-York	1,6878	-	16,9176	65,7462	57,5373	2,7932	51,8334	0,0760
	1,6900	-	17,0415	66,1813	57,7772	2,7812	51,4403	0,0775
Paris	1,9718	5,9118	-	388,625	340,183	16,5111	301,658	4,5399
	2,9638	5,9680	-	388,36	340,21	16,9843	301,85	4,5487
Zurich	1,9549	1,5218	25,7316	-	87,5143	4,3486	77,6218	1,1617
	2,9656	1,5110	25,7496	-	87,6043	4,2583	77,7283	1,1695
Frankfurt	1,9339	1,7380	29,4026	114,266	-	2,9517	72,7342	1,1695
	2,9378	1,7528	29,4188	114,266	-	2,9517	72,7342	1,1695
Bruxelles	1,9346	35,50	6,0555	23,5274	30,9983	-	18,2699	2,7616
	1,9639	35,50	6,0882	23,5274	30,618	-	18,2670	2,7616
Amsterdam	1,9356	1,9955	33,3580	1,2882	112,744	5,4734	-	1,9049
	1,9369	1,9840	33,1288	1,2885	112,788	5,4083	-	1,9346
Milan	2196,474	1382	220,267	85,615	745,136	36,3687	664,655	-
	2195,816	1282	220,177	85,862	749,872	36,3687	664,659	-
Tokyo	231,6072	136,60	211,994	89,8993	78,9890	3,8136	69,7116	8,1857
	231,6072	136,60	232,647	90,1793	79,0816	3,8368	70,1646	8,1857

